

Coordination du Règlement sanitaire international

Bureau OMS de Lyon

Rapport d'Activité 2008



Organisation mondiale de la Santé 2009 WHO/HSE/IHR/LYO/2009.6
Bureau OMS de Lyon pour la préparation et la réponse des pays aux épidémies
Programme de Coordination pour le Règlement sanitaire international
58, Avenue Debourg, 69007 Lyon, France
Tél : +33 (0)4 72 71 64 70 – Fax : +33 (0)4 72 71 64 71 – Courriel : oms@lyon.who.int
Tous droits réservés.

Les appellations employées dans la présente publication et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part de l'Organisation mondiale de la Santé aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites. Les lignes en pointillé sur les cartes représentent des frontières approximatives dont le tracé peut ne pas avoir fait l'objet d'un accord définitif.

La mention de firmes et de produits commerciaux ne signifie pas que ces firmes et ces produits commerciaux sont agréés ou recommandés par l'Organisation mondiale de la Santé, de préférence à d'autres de nature analogue. Sauf erreur ou omission, une majuscule initiale indique qu'il s'agit d'un nom déposé.

L'Organisation mondiale de la Santé a pris toutes les dispositions voulues pour vérifier les informations contenues dans la présente publication. Toutefois, le matériel publié est diffusé sans aucune garantie, expresse ou implicite. La responsabilité de l'interprétation et de l'utilisation dudit matériel incombe au lecteur. En aucun cas, l'Organisation mondiale de la Santé ne saurait être tenue responsable des préjudices subis du fait de son utilisation.

Crédits photos: photo de couverture et p. 10, 17, 26 © fotolia ; les cartes, figures et autres photographies ont été produites par des membres du personnel de l'OMS.

Table des matières

Avant-propos	5
Mise en œuvre du Règlement sanitaire international : respecter le calendrier	7
Examen des activités en 2008	
I.Renforcement de la surveillance et de l'action au niveau des pays (CSS)	10
II.Renforcement de la qualité et de la gestion des laboratoires (LSQ)	17
III.Renforcement de la sécurité sanitaire aux ports, aéroports et postes-frontières (PAG)	26
Communication et partenariats locaux	33
Publications et guides de référence pour le RSI	35
Activités complémentaires	36
Annexes	
Annexe 1 : Résumé financier	37
Annexe 2 : Organigramme	38
Annexe 3 : Institutions collaboratrices	39

Avant-propos



*Dr David L. Heymann
Sous-directeur général - Sécurité sanitaire et environnement
Représentant du Directeur général pour l'éradication de la poliomyélite*

La Coordination du Règlement sanitaire international (RSI) a été confrontée à d'énormes enjeux en 2008. A la suite de l'entrée en vigueur du Règlement révisé en juin 2007, le compte à rebours a commencé, avec une date-butoir distante de cinq ans seulement pour se conformer aux dispositions du RSI relatives aux principales capacités. Au moment de mettre sous presse, les pays n'ont plus que quatre ans pour appliquer ces dispositions.

En adoptant le RSI, les Etats Membres se sont engagés à faire tout leur possible pour mettre en place les mesures minimales énoncées dans le Règlement afin de « prévenir la propagation internationale des maladies, à s'en protéger, à la maîtriser et à y réagir par une action de santé publique proportionnée et limitée aux risques qu'elle présente pour la santé publique en évitant de créer des entraves inutiles au trafic et au commerce internationaux »¹. Et il incombe à l'OMS d'apporter l'appui technique et les orientations dont les pays ont besoin pour leur permettre de respecter leurs engagements.

Tout au long de 2008, le Bureau OMS de Lyon (LYO) a intensifié ses efforts et ses activités afin d'informer, de soutenir et d'orienter les pays pour approfondir leurs connaissances sur le RSI par le biais d'ateliers et de formations en ligne. Il a également accru son appui technique aux Bureaux régionaux afin de renforcer les capacités des pays en matière d'alerte précoce, de surveillance et d'action en réponse aux événements de santé publique pouvant constituer une urgence de portée internationale.

Reconnaissant l'étendue et la nature intersectorielle des enjeux liés au RSI, qui englobent désormais les urgences provoquées par les produits chimiques et autres risques environnementaux ainsi que les flambées de maladies d'origine alimentaire, le groupe Sécurité sanitaire et environnement comprend le département Alerte et action mondiales, le département Santé publique et environnement, le département Sécurité sanitaire des aliments, zoonoses et maladies d'origine alimentaire et deux programmes spéciaux pour la grippe et l'éradication de la poliomyélite.

Ce rapport décrit les temps forts des activités menées au cours de l'année écoulée par le Bureau OMS de Lyon en collaboration avec les Bureaux régionaux OMS, pour aider les pays à respecter leurs obligations alors que nous approchons rapidement de l'échéance de juin 2012.

¹ Règlement sanitaire international (2005), Deuxième édition, Organisation mondiale de la Santé, Genève, 2008.

Mise en œuvre du Règlement sanitaire international : relever le défi du calendrier

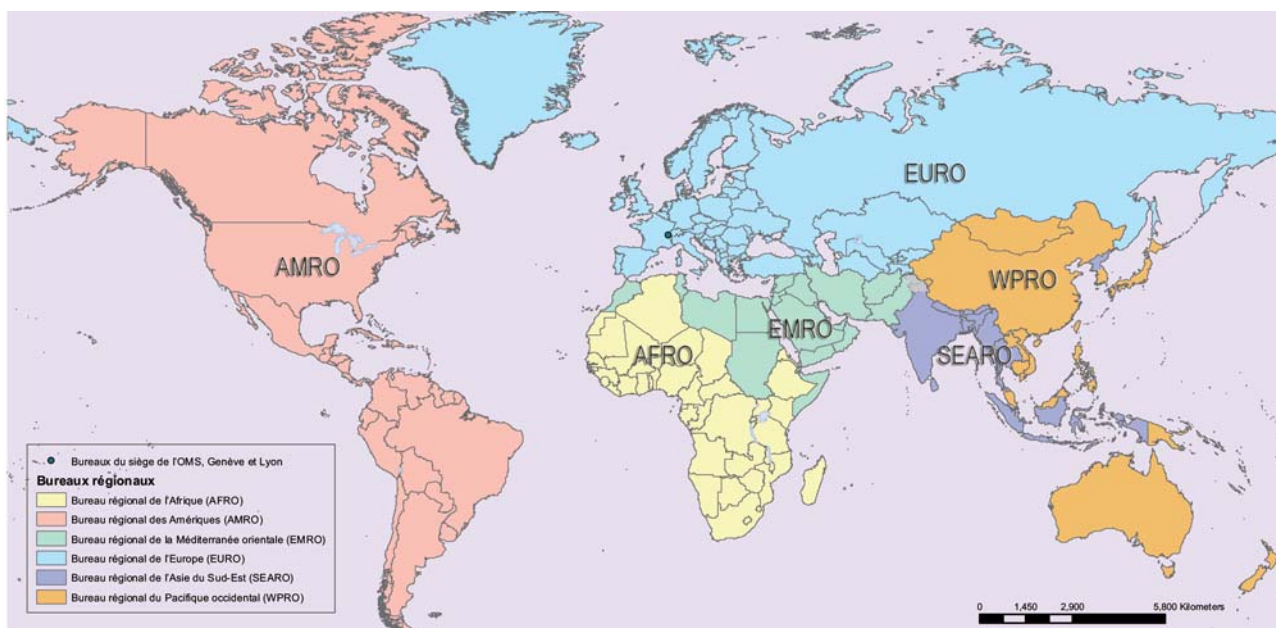
« Pour réaliser de grandes choses, il faut deux choses : un plan, et pas tout à fait assez de temps. »

Leonard Bernstein



Depuis sa création, le rôle spécifique du Bureau OMS de Lyon (LYO) a été d'aider les six Bureaux régionaux de l'OMS à renforcer les capacités nationales en santé publique dans les pays. Etant donné la longue expérience de LYO dans ce domaine, l'objectif primordial du Bureau consiste donc à consacrer toutes ses ressources à l'appui de l'application du RSI au niveau des pays par le biais du soutien qu'il accorde aux Bureaux régionaux et nationaux de l'OMS, et à jouer un rôle de coordination technique sur le plan mondial.

Le réseau international de l'Organisation mondiale de la Santé



Les appellations employées dans la présente publication et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part de l'Organisation mondiale de la Santé aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites. Les lignes en pointillé sur les cartes représentent des frontières approximatives dont le tracé peut ne pas avoir fait l'objet d'un accord définitif.

Source des données: Organisation mondiale de la Santé
Production cartographique: Information en santé publique
et systèmes d'information géographique (GIS)
Organisation mondiale de la Santé

 **Organisation mondiale de la Santé**
© OMS 2009. Tous droits réservés.

Juin 2007 a marqué l'entrée en vigueur officielle du Règlement révisé. Avant cette date, certains pays avaient déjà commencé à évaluer leurs capacités nationales vis-à-vis des dispositions du RSI. Toutefois, la date-butoir à laquelle tous les Etats Membres devront avoir évalué leurs principales capacités nationales et élaboré leurs plans d'action nationaux est toute proche : juin 2009.

Les principaux enjeux pour LYO en 2008 – et qui se poursuivront jusqu'en juin 2009 – consistaient donc à maintenir la dynamique existante au niveau des pays et à continuer à renforcer les capacités en ressources humaines pour le RSI par le biais d'ensembles complets de mesures pour le développement des ressources humaines diffusés au niveau mondial.

Connaissez-vous votre RSI ?

Testez vos connaissances comme si vous étiez un point focal national RSI :

Faites le test express RSI

Contact: ihrinfo@who.int

Déclaration 1 – VRAI OU FAUX ?

Le Règlement sanitaire international (RSI) révisé ne s'applique qu'aux maladies transmissibles.

Déclaration 2 – VRAI OU FAUX ?

Selon le RSI, tous les cas de choléra, de fièvre jaune et de peste doivent être notifiés systématiquement à l'OMS.

Déclaration 3 – VRAI OU FAUX ?

Les Etats Parties sont habilités à déterminer si un événement constitue une urgence de santé publique de portée internationale (USPPI).



Déclaration 3 : La réponse est : **Faux**
Les Etats Parties ne sont pas habilités à déterminer si un événement constitue une urgence de santé publique de portée internationale (USPPI). Les Etats Parties ont l'obligation de notifier les événements à l'OMS conformément au RSI. Les notifications sont fondées sur une évaluation préalable par le point focal national RSI au moyen de l'instrument de décision tel qu'il est énoncé à l'Annexe 2 du RSI. Seul le Directeur général de l'OMS est habilité à déterminer si un événement donne constitue en fait une USPPI. Pour de plus amples informations : http://www.who.int/gb/ebwha/pdf_files/WHA58/WHA58_3-fr.pdf IHR – Article 1; Article 4; Article 6; Annexe 2

Déclaration 2 : La réponse est : **Faux**
Le RSI révisé n'exige pas la notification immédiate et automatique à l'OMS des cas de choléra, de peste et de fièvre jaune. Les seules maladies qui doivent être immédiatement notifiées à l'OMS sont la varicelle, le SRAS, et les maladies provoquées par un poliovirus de type sauvage et une nouvelle souche de grippe humaine. Les cas de choléra, de peste pulmonaire et de fièvre jaune doivent être évalués à l'aide de l'instrument de décision figurant à l'Annexe 2 du RSI et ne sont notifiés à l'OMS que si l'événement répond à deux au moins des quatre critères pour la notification énoncés dans l'instrument de décision. Pour de plus amples informations : http://www.who.int/gb/ebwha/pdf_files/WHA58/WHA58_3-fr.pdf RSI – Article 6 ; Annexe 2

Déclaration 1 : La réponse est : **Faux**
Le RSI ne s'applique plus uniquement aux maladies transmissibles. La portée du RSI révisé a été délibérément élargie pour inclure les événements, maladies, risques pour la santé publique et urgences de santé publique de portée internationale (voir définitions à l'Article 1 du RSI), quelle qu'en soit l'origine ou la source. Pour de plus amples informations : http://www.who.int/gb/ebwha/pdf_files/WHA58/WHA58_3-fr.pdf RSI – Article 1 ; Article 2

• Timeline

2 years + 3 + (2) + (up to 2)



"As soon as possible but no later than five years from entry into force ..."

La mission de LYO est de coordonner et d'appuyer les efforts de l'OMS au Siège, dans les Bureaux régionaux et les Bureaux de pays pour renforcer les systèmes nationaux de surveillance et d'action afin de permettre à tous les pays de détecter, d'évaluer, de notifier et de répondre aux événements pouvant constituer une urgence de santé publique de portée internationale.

Le travail se répartit en **trois domaines d'activités techniques** :

- **Renforcement de la surveillance et de l'action au niveau des pays** : appuyer la mise en œuvre du RSI par le biais d'assistance technique sur l'alerte précoce, la surveillance et l'action, et de formation sur le RSI, notamment à travers une information en ligne destinée aux points focaux nationaux RSI et des modules de formation pour renforcer les ressources humaines dans le domaine de la mise en œuvre du RSI.
- **Renforcement de la qualité et de la gestion des laboratoires** : ce projet vise à renforcer les capacités des laboratoires grâce au développement de la gestion de la qualité et de l'évaluation externe de la qualité, à l'élaboration de modules de formation à l'intention des spécialistes de laboratoire et à l'établissement de projets de jumelage entre laboratoires à ressources limitées et institutions spécialisées.
- **Ports, aéroports et postes-frontières** : ce projet rassemble des experts en santé publique dans le domaine des transports afin d'élaborer des procédures opérationnelles standardisées pouvant être appliquées à tous les points d'entrée (ports, aéroports et postes-frontières) dans tous les pays.

Les activités qui figurent ci-dessus sont menées dans toutes les Régions OMS et dans de nombreux pays en partenariat avec les Bureaux régionaux OMS, grâce au soutien continu :

- ◆ du Gouvernement français
- ◆ de l'Institut Pasteur
- ◆ de l'Institut de Veille Sanitaire (InVS)
- ◆ du Grand Lyon
- ◆ du Département du Rhône
- ◆ de la Région Rhône-Alpes
- ◆ des Centers for Disease Control and Prevention des Etats-Unis (CDC)
- ◆ de l'USAID

Résumé des activités en 2008



I. Renforcement de la surveillance et de l'action au niveau des pays

“Fais usage du temps, ne laisse pas échapper l'occasion.”

William Shakespeare

Le renforcement des capacités nationales pour la prévention et la surveillance des maladies et l'action contre les maladies est fondamental pour l'amélioration de la sécurité sanitaire. En renforçant les systèmes nationaux de santé publique, en particulier dans le domaine de la surveillance et de l'action, les pays peuvent détecter, évaluer et répondre aux risques pour la santé publique dans les meilleurs délais et prévenir leur propagation sur le plan international.

Le programme renforcement de la Surveillance et d'action au niveau des pays (CSS) apporte un soutien technique aux pays dans le but de renforcer leurs stratégies nationales de surveillance et d'action, par le biais de trois axes stratégiques :

~ Fournir un appui technique aux stratégies régionales de l'OMS pour la surveillance et l'action contre les maladies, conformément au Règlement sanitaire international. Les activités clés consistent notamment à **aider les pays** à évaluer, planifier et développer et/ou renforcer les principales capacités de santé publique dans le cadre du Règlement sanitaire international ; **promouvoir et soutenir** la mise en place de réseaux sous-régionaux de surveillance et d'action.

~ Encourager le développement des ressources humaines dans les pays pour renforcer les principales capacités de santé publique conformément au Règlement sanitaire international, par le biais de **l'évaluation des besoins** : définir les besoins en formation dans les domaines pertinents liés à la mise en œuvre du RSI, tels que l'évaluation des capacités nationales, les points d'entrée, les dispositions juridiques, et les opérations relatives au RSI ; de **kits de formation** : élaboration de modules ciblant le personnel de l'OMS, les points focaux nationaux RSI, les décideurs, et les professionnels de tous les secteurs pertinents tels que l'épidémiologie, les laboratoires, les transports, la communication des risques. Chaque module contient des supports adaptés à chaque public cible, ainsi que des informations à l'intention des formateurs ; d'**information continue et d'apprentissage à distance** : des outils sont conçus pour faciliter la formation continue. Le but est de fournir un accès aux ressources pertinentes, telles que liens vers des documents, accès à des cours de formation en ligne, et autres sites en rapport ; de **plaidoyer et de partenariats** : encourager les partenariats mondiaux pour renforcer et élaborer des initiatives de formation.

~ Communication du risque : ce domaine de travail est nouveau pour l'équipe. Les activités consistent notamment à **élaborer et diffuser des lignes directrices** pour la communication du risque et à **coordonner un réseau** de professionnels de la communication en matière de santé publique. Il s'agit également d'appuyer les Etats Membres pour l'acquisition et le maintien de fonctions liées à la communication du risque.

Au cours de l'année écoulée, l'accent a été mis sur le conseil aux pays pour la mise en œuvre du RSI par le biais d'ateliers ciblés et de séances de travaux pratiques, et sur l'appui aux pays pour l'élaboration d'outils et de plans d'évaluation. En outre, l'équipe a apporté son soutien au développement des ressources humaines centré sur la formation post universitaire, l'éducation continue et la mise en place de réseaux professionnels.



Atelier TEPHINET à Kuala Lumpur

Réseaux sous-régionaux de surveillance et d'action

Les pays partageant des frontières ou le même écosystème ont aussi en commun les mêmes problèmes de santé publique. Dans les pays à revenu faible, il est beaucoup plus efficace et plus rentable de partager les ressources disponibles plutôt que de les reproduire dans chaque pays.

Les réseaux sous-régionaux de surveillance et d'action visent à créer des cadres de collaboration entre pays et partenaires techniques sur des questions d'épidémiologie et de laboratoire, afin d'améliorer la surveillance, la communication et la formation dans le domaine des maladies transmissibles dans les pays concernés.

Grâce à son expertise dans ces divers domaines, LYO encourage l'établissement de tels réseaux et y apporte son aide.

Mission pour étudier la faisabilité de la mise en oeuvre d'une formation à l'épidémiologie de terrain dans les pays de l'Océan indien, 24 mars-3 avril 2008, la Réunion, Madagascar, Maurice

Ce projet dans le sud-ouest de l'Océan indien a été lancé en 2005-2006 à la suite de l'épidémie de chikungunya (voir le rapport d'activité de 2007). LYO, en partenariat avec le Bureau régional OMS de l'Afrique, la Commission de l'Océan indien et l'Agence Française de Développement, s'est employé tout au long de 2007 à établir une proposition de projet pour un réseau sous-régional de surveillance épidémiologique, d'alerte rapide et d'action dans **cinq pays de l'Océan indien** (Comores, France/la Réunion, Madagascar, Maurice et Seychelles). Le processus de sélection de l'équipe du projet a été finalisé en 2008.

Parallèlement, l'équipe CSS a convenu que l'OMS devrait apporter son soutien à la mise en place d'une formation en épidémiologie, comme l'a recommandé la mission de l'OMS sur le chikungunya menée à Maurice, aux Seychelles, à Madagascar et à la Réunion du 19 février au 6 mars 2006. A cette fin, le Bureau régional OMS de l'Afrique et LYO ont conduit une mission conjointe à Maurice, Madagascar et la Réunion pour évaluer les besoins en formation et les capacités existantes.

Il a été recommandé en particulier qu'un programme pour un bref cours sous-régional soit rapidement préparé, que le cours soit organisé dans les meilleurs délais, et que le processus pour l'établissement d'un programme de formation à l'épidémiologie de terrain soit lancé.

LYO a passé un contrat avec l'Agence de Médecine Préventive pour l'élaboration du programme du cours, en collaboration avec la Commission de l'Océan indien (COI) et l'Institut de Santé de Maurice (MIH).

Le MIH, qui a été identifié comme l'établissement chargé de la coordination du cours conjointement avec l'OIC, hébergera le cours de trois semaines qui sera organisé en mars-avril 2009. Trente membres de haut niveau en provenance des cinq pays y assisteront.

Programmes de formation à l'épidémiologie de terrain

CSS estime que l'établissement de Programmes de formation à l'épidémiologie de terrain (FETP) est la meilleure manière de renforcer les compétences en épidémiologie de terrain. LYO apporte donc son appui à l'élaboration de nouveaux FETPs et est un membre actif de TEPHINET, une organisation à but non lucratif visant à renforcer les capacités internationales en santé publique par le biais d'un appui à des programmes de formation sur le terrain et l'établissement de réseaux.

5ème Conférence TEPHINET, 1-7 Novembre 2008, Kuala Lumpur, Malaisie

Dans le cadre de ses relations suivies avec TEPHINET, l'équipe a apporté un soutien financier pour l'organisation de la conférence de Kuala Lumpur. En outre, l'équipe de LYO a organisé un atelier pendant cette conférence qui portait sur les programmes de formation intégrant les laboratoires de santé publique et l'épidémiologie appliquée. Cela a fourni une occasion de décrire les divers modèles qui ont été élaborés pour intégrer les questions d'épidémiologie de terrain et de laboratoires dans les programmes de formation, et d'identifier des experts qui soient prêts à travailler à i) l'amélioration d'un kit de formation « questions de laboratoires pour les épidémiologistes » et ii) l'élaboration d'un kit de formation en épidémiologie à destination des non-épidémiologistes.

Formation à l'épidémiologie de terrain dans l'Océan indien

A la suite de sa participation à la mise en place du projet de réseau sous-régional de surveillance et d'action dans l'Océan indien, l'équipe a effectué une visite préliminaire pour déterminer les besoins en formation et identifier les institutions partenaires potentielles. Ultérieurement, partenaires et ressources ont été rassemblés pour concevoir le programme d'un premier cours de brève durée en épidémiologie de terrain. Ce cours, qui sera co-organisé par LYO et la COI, sera hébergé par l'Institut de Santé de Maurice en mars-avril 2009.

Formation à l'épidémiologie de terrain en Iran

A la suite de l'étude conjointe de faisabilité menée en octobre 2007 par le Bureau régional OMS de la Méditerranée orientale (EMRO) et LYO en République islamique d'Iran pour l'établissement d'un programme de formation à l'épidémiologie de terrain et en laboratoire, le programme a été lancé en 2008. Un soutien a été apporté à l'organisation et l'évaluation du premier cours pilote d'épidémiologie de terrain à Téhéran, en novembre 2008.



FETP à Téhéran

Réunion avec la Division du développement des capacités mondiales en santé publique des Centers for Disease Control and Prevention des Etats-Unis, 12 Septembre 2008, Lyon, France

La Division chargée du développement des capacités mondiales en santé publique des CDC des Etats-Unis favorise et élabore un modèle de programme de formation à l'épidémiologie de terrain (FETP) dans le monde entier depuis 27 ans. Cette réunion avec le directeur de la division a été une occasion de renforcer le lien entre les deux équipes et de planifier la collaboration future, telle que la mise en place d'un FETP au Maroc.

Projet sous-régional de démonstration en Afrique centrale

Réunion avec la Fondation Bill et Melinda Gates pour le renforcement de la surveillance et de l'action en Afrique centrale, 12 mars 2008, Lyon, France

A la suite des premières discussions avec la Fondation Gates et la Fondation des CDC des Etats-Unis, l'objectif de cette réunion consistait à présenter les activités de LYO aux représentants de ces deux institutions afin de mieux définir les possibilités d'élaborer un projet sous-régional de démonstration dans des pays choisis d'Afrique centrale pour améliorer la lutte contre les maladies en renforçant la surveillance et l'action. Le projet serait mené en partenariat avec les CDC des Etats-Unis, avec le soutien financier de la Fondation Gates.

Réunion avec la Fondation Bill et Melinda Gates, 30 avril-7 mai 2008, New York, Etats-Unis d'Amérique

Des participants de la Fondation Bill et Melinda Gates, des Centers for Disease Control and Prevention (CDC) des Etats-Unis, de la Fondation des CDC, du programme de l'OMS sur la vaccination et de LYO se sont réunis pour finaliser la proposition de projet pour le renforcement de la surveillance et de l'action en Afrique centrale. Cette proposition porte sur un projet de démonstration sur la surveillance dans trois pays de la sous-région de l'Afrique centrale. Cette sous-région a été choisie du fait de son importance sur le plan épidémiologique en termes de flambées de maladies et d'infections émergentes et de ses lacunes en matière de génération et d'utilisation de données épidémiologiques pour orienter la prise de décisions en matière de lutte contre les maladies. Les trois objectifs primordiaux du projet consistent à : renforcer les capacités de surveillance et d'action ainsi que la qualité par le biais d'améliorations de la formation et des infrastructures ; mettre en œuvre un programme de surveillance de la qualité et d'action pour les maladies/syndromes évitables par la vaccination, notamment en ce qui concerne les capacités des laboratoires, les réseaux et les systèmes de gestion des données ; renforcer les infrastructures de communication ; et développer les capacités pour le plaidoyer afin de faire en sorte que ces efforts soient pris en compte par les ministères de la santé des pays cibles.

Journées Inter Régionales de Veille Sanitaire Antilles-Guyane, 11-13 décembre 2008, Schoelcher, Martinique

Au cours de cette conférence, une réunion a été organisée entre le Bureau régional des Amériques (AMRO/PAHO), le Centre d'épidémiologie des Caraïbes (CAREC), la Coordination du programme des Caraïbes à la Barbade, la Cire Antilles-Guyane, l'Institut de Veille Sanitaire (InVS) et LYO. L'objectif consistait à discuter la mise en œuvre d'un projet sous-régional de surveillance de la dengue hémorragique dans les Caraïbes, qui représente un important problème de santé pour AMRO/PAHO et les autorités sanitaires des Caraïbes. Les mesures de surveillance et de lutte élaborées pour ce projet se révéleront également utiles pour d'autres maladies, conformément au RSI.

Le projet, qui sera intitulé « Structure pour la coopération sous-régionale entre les Départements français d'Outre-Mer et les pays des Caraïbes pour la surveillance et la lutte contre la dengue », comprendra les thèmes suivants : i) Surveillance et renseignement épidémiologique ; ii) Laboratoire ; et iii) Formation à l'épidémiologie de terrain et au laboratoire. Des activités de recherche seraient associées aux thèmes i) et ii).

Un programme de travail provisoire a été proposé, et le projet sera rédigé en 2009.

Appui à l'évaluation, la planification et l'établissement et/ou au renforcement des principales capacités de santé publique dans le cadre du RSI

D'ici au 15 juin 2009, les Etats Membres devront avoir évalué leurs structures et ressources nationales existantes en vue de se doter des principales capacités de surveillance et d'action conformément au RSI. Sur la base des résultats de leurs évaluations, ils doivent élaborer et mettre en œuvre des plans d'action pour faire en sorte que ces principales capacités soient présentes et fonctionnelles.

Sur demande, LYO apporte son soutien aux Bureaux régionaux OMS pour l'élaboration de leurs stratégies de mise en œuvre du RSI et outils d'évaluation, et contribue aux évaluations et à l'élaboration des plans d'action, en coordination avec les Bureaux régionaux OMS.

Consultation technique RSI sur les capacités et indicateurs nationaux de base pour l'alerte et l'action, 13-15 mai 2008, Lyon, France

La Coordination du RSI à Genève et LYO ont organisé une consultation technique sur les capacités minimales exigées des Etats Membres pour la mise en œuvre du RSI. La réunion a rassemblé des participants du Siège de l'OMS et des six Bureaux régionaux, ainsi que des Centers for Disease Control and Prevention (CDC) des Etats-Unis, du Centre européen de prévention et de contrôle des maladies (ECDC), de l'Institut de Veille Sanitaire (InVS), du Réseau africain d'épidémiologie de terrain (AFENET), de l'Agence Française de Développement (AFD), du Projet Africa 2010, de l'Institut national de la Santé du Japon, du Ministère de la Santé du Yémen, et d'autres partenaires internationaux. Le principal objectif consistait à élaborer une liste d'indicateurs pour suivre la mise en œuvre du RSI à l'OMS et au niveau des pays.

Réunion annuelle des points focaux nationaux RSI des Etats Parties de l'Europe orientale et méridionale "Fonctions d'alerte précoce et d'action dans le domaine de la santé publique", 16-18 juin 2008, Hillerød, Danemark

L'objectif global de l'atelier consistait à faciliter la mise en œuvre du RSI dans les Etats Membres de la partie orientale de la Région européenne de l'OMS. Les objectifs spécifiques étaient de passer la situation en revue, d'échanger des expériences concernant le RSI et la fonction d'alerte précoce, ainsi que d'initier et faire progresser les activités suivantes :

- > évaluation et planification relatives au RSI ;
- > compilation d'informations formelles et informelles ou de sources de données ;
- > analyse des lacunes ;
- > élaboration d'un organigramme reflétant le flux d'information et la répartition des tâches entre le point focal national et les parties prenantes nationales.

Accord de finalisation des outils d'évaluation, 12-19 novembre 2008, Brazzaville, Congo

Etant donné la date-butoir de juin 2009 pour les évaluations et l'élaboration de plans d'action conformément au RSI, le Bureau régional OMS de l'Afrique, la Coordination du RSI à Genève et LYO ont tenu une réunion à Brazzaville pour examiner et finaliser les outils d'évaluation actuels, planifier leur mise à l'épreuve sur le terrain dans des pays choisis, et discuter des stratégies pour l'évaluation complète des pays de la Région africaine. A la suite de cette réunion, les outils d'évaluation ont été testés sur le terrain au Cameroun du 1^{er} au 13 décembre (voir ci-dessous pour de plus amples informations).

Réunion interpays sur la mise en oeuvre du RSI, 24-27 novembre 2008, Alep, République arabe syrienne

Le but de cette réunion, organisée par le Bureau régional OMS de la Méditerranée orientale avec l'appui de la Coordination du RSI à Genève, était de discuter et de s'entendre sur les principales dispositions pour la surveillance, l'alerte et l'action telles qu'elles sont définies dans le RSI pour les Etats Membres de la Région OMS de la Méditerranée orientale. Ce travail comprenait un examen des outils d'évaluation et des checklists pour l'auto-évaluation destinés à mesurer les principales capacités nationales des Etats Membres de la Région de la Méditerranée orientale pour la surveillance, l'alerte et l'action conformément au RSI, ainsi qu'une discussion des plans de mise en oeuvre relatifs aux principales capacités requises.

Mission destinée à tester sur le terrain les outils d'évaluation RSI, 1-13 décembre 2008, Yaoundé, Cameroun

A la suite de l'atelier sur la finalisation des outils d'évaluation RSI tenu à Brazzaville du 12 au 19 novembre 2008, il a été décidé qu'une première évaluation serait menée au Cameroun. La mission, qui a eu lieu du 1^{er} au 13 décembre 2008, visait à déterminer la situation actuelle en matière de surveillance de base, de capacités d'action, de risques potentiels et autres exigences du système pour s'adapter à la mise en oeuvre du RSI et obtenir les informations qui faciliteront la mesure des progrès en direction de la planification et du suivi de la mise en oeuvre du RSI. L'évaluation a été menée par le Bureau régional OMS de l'Afrique, le Bureau de pays de l'OMS, le Ministère de la Santé, et la Coordination du RSI (Genève et Lyon). Les résultats seront utilisés pour élaborer le plan d'action national.

Mission destinée à évaluer les principales capacités de surveillance et d'action aux termes du RSI, 22-23 décembre 2008, Rabat, Maroc

LYO, en collaboration avec le Bureau régional OMS de la Méditerranée orientale, a apporté son soutien à l'évaluation des principales capacités de surveillance et d'action au Maroc. La mission visait à décrire les capacités existantes et à faire des recommandations au Ministère de la Santé pour intégrer au plan d'action 2008-2012 tous les points requis par le RSI. Des visites de sites ont été organisées dans des établissements chargés de la surveillance épidémiologique, des ports, des aéroports et des laboratoires de santé

XVIII^{ème} Congrès mondial de l'Association internationale d'épidémiologie (AIE), 20-24 septembre 2008, Porto Alegre, Brésil

A l'occasion de ce congrès, qui a rassemblé 6000 épidémiologistes venus du monde entier, LYO et AMRO/PAHO ont co-organisé une session sur le RSI. L'objectif consistait à informer les participants sur les principales capacités exigées des épidémiologistes RSI, du personnel de santé et des décideurs impliqués dans les systèmes de surveillance. Cinq présentations abordant les principaux domaines techniques ont été faites :

1. Introduction au RSI ;
2. Principales capacités de surveillance et d'action requises : Qu'attendre des épidémiologistes impliqués dans les systèmes nationaux de surveillance ?
3. Principales capacités de surveillance et d'action requises : Qu'attendre des laboratoires de santé publique ?
4. Validation de l'instrument de décision pour l'évaluation et la déclaration des événements pouvant constituer une USPPI ;
5. Surveillance et action dans les ports, aéroports et postes-frontières désignés : Comment ce point est-il abordé par le RSI et quel est le lien avec les systèmes nationaux de surveillance et d'action ?



Mission d'évaluation RSI à Yaoundé

Renforcement des ressources humaines et outils pour la mise en oeuvre du RSI

Lors de l'entrée en vigueur du RSI le 15 juin 2007, une nouvelle terminologie et de nombreux concepts nouveaux ont été introduits, qui doivent être bien compris par les professionnels chargés de la mise en oeuvre du RSI.

A l'appui de cet objectif, LYO a élaboré une série de courts modules face à face et en ligne. Il a également mis en place un programme de formation plus important et à plus long terme qui vise à créer un cadre pour la sécurité sanitaire mondiale.

Programme international de formation : "Règlement sanitaire international : créer un cadre pour la sécurité sanitaire mondiale"

Depuis 2007, la Coordination du Règlement sanitaire international à l'OMS évalue les besoins en formation et s'emploie avec de multiples partenaires à concevoir un programme de formation sur la sécurité sanitaire mondiale. L'objectif de ce programme consiste à mettre en place et à renforcer les ressources humaines nécessaires pour établir et gérer des systèmes visant à la sécurité sanitaire mondiale dans le cadre de la mise en oeuvre du RSI. Tout au long de 2008, LYO, en collaboration avec l'Université de Pretoria, Afrique du Sud, le Law Centre de l'Université Georgetown, Etats-Unis, et les Universités de Lausanne et de Genève, Suisse, a tenu plusieurs réunions pour mettre en place le curriculum et la méthodologie pour ce programme international de formation multi-sites qui comprend à la fois des modules face à face et à distance.

Week	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
Participants	40 participants												
Language	English												
Duration	10 weeks = 100 hours										2 weeks = 70 hours	1 week = 10 hours	
Delivery modes	Distance learning										Face-to-face session	Distance learning	
Evaluation steps	Pre-test	Continuous evaluation									Post-test	Final report	

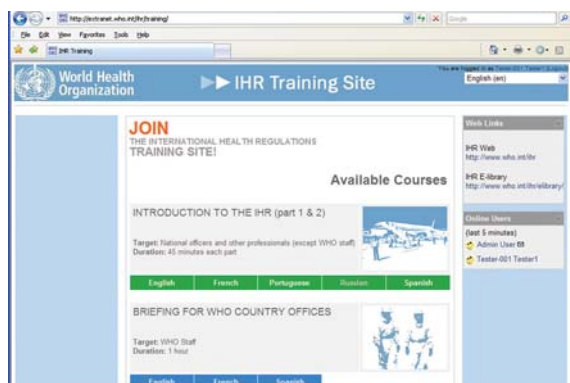
Curriculum du cours RSI

Joint WHO and University Certificate

Cours en ligne et face à face

Cours en ligne d'introduction au RSI destinés aux responsables nationaux

Le module en ligne pour les Bureaux de pays de l'OMS publié en 2007 a été perfectionné, adapté, et republié en 2008 pour répondre aux besoins spécifiques des responsables nationaux du soutien à la mise en oeuvre du RSI. L'adaptation a été élaborée sur la base des résultats des évaluations des besoins qui ont été effectuées dans les six Régions OMS. Le cours est actuellement disponible en anglais, espagnol, français, russe et portugais (les versions arabe et chinoise paraîtront au deuxième trimestre 2009).



Cours en ligne sur l'instrument de décision RSI (Annexe 2)

Le RSI (2005) introduit de nombreux droits et obligations pour les Etats Parties et l'OMS. L'une de ces innovations est « l'évaluation et la notification » de tous les événements qui peuvent constituer une urgence de santé publique de portée internationale. Afin de fournir aux Etats Parties les paramètres leur permettant de décider si un événement doit être notifié ou non à l'OMS, un algorithme (souvent appelé « instrument de décision ») est inclus à l'Annexe II du RSI (2005). Le cours vise à offrir à tout le personnel des Etats Parties participant à la prise de décisions liées à la notification à l'OMS des explications claires sur la fonction et le rôle de l'instrument de décision, et quand et comment l'utiliser dans le processus d'évaluation des événements. Il était prévu de le publier à la fin janvier 2009.

Quiz RSI

Le quiz en ligne a été élaboré pour clarifier des idées fausses largement répandues au sujet du RSI. Il sera publié à la fin janvier (voir un extrait en page 8 du présent rapport).

Règlement sanitaire international : Une brève introduction à la mise en oeuvre dans le cadre de la législation nationale

Ce cours en ligne, élaboré en collaboration avec l'équipe juridique RSI, est destiné aux responsables et conseillers juridiques au sein de tous les ministères et départements pertinents, ainsi que d'autres autorités concernées, à tous les niveaux gouvernementaux comportant des fonctions ou responsabilités affectées par le RSI. Son objectif principal est de fournir une brève introduction à la mise en oeuvre du RSI dans le cadre de la législation nationale. Il devrait susciter d'autres questions et pousser les utilisateurs à trouver des réponses dans le document officiel « Information pour la mise en oeuvre dans la législation nationale et autres instruments juridiques ». Ce cours d'information sera publié en mars 2009.

E-bibliothèque RSI

Au cours du premier trimestre de 2008, le Centre de documentation sur le RSI a été perfectionné et rebaptisé e-bibliothèque RSI pour mieux définir cet outil « électronique », qui offre un accès convivial à la documentation technique clé sur le RSI ou en rapport avec le RSI et comprend des matériels pour la communication et le plaidoyer, la formation et l'enseignement, des questions juridiques, et une bibliographie. Cette e-bibliothèque a été mise à jour régulièrement au cours de l'année afin de fournir les derniers documents et outils pour assister les pays dans le processus de mise en oeuvre, notamment des articles élaborés par des institutions partenaires. Disponible sur le site web www.who.int/csr/ihr/elibrary/en/index.html. Une version sur CD-ROM a été produite pour l'Assemblée mondiale de la Santé 2008 et peut être obtenue sur demande.

Communication du risque

Il s'agit d'une nouvelle activité de l'équipe. Ses objectifs sont les suivants :

- élaborer et diffuser des lignes directrices pour la communication du risque ;
- coordonner un réseau de professionnels de la communication en santé publique ;
- appuyer les Etats Membres pour l'acquisition et le maintien de fonctions liées à la communication du risque.

TEMPS FORTS EN 2008

- Publication et diffusion en ligne d'un briefing RSI destiné aux responsables nationaux et disponible en anglais, espagnol, français et russe
- Projet sous-régional de démonstration en Afrique centrale : un projet transversal développé en partenariat avec CDC et le soutien financier de la Fondation Bill and Melinda Gates

II. Renforcement de la qualité et de la gestion dans les laboratoires



*“Ne perdons pas de temps : les délais sont dangereux”
William Shakespeare*

Les tests de laboratoire fiables sont au centre du traitement efficace des patients et, au moment où surviennent des flambées de maladie, les laboratoires sont au cœur même de l’investigation de santé publique. La fiabilité des informations tirées d’un test de laboratoire dépend largement de la qualité des résultats des analyses. La détection précoce ne peut être accomplie que si des systèmes de laboratoire réactifs sont en place. Il est essentiel d’intégrer le laboratoire dans le processus de prise de décisions en temps réel. La transformation des données de laboratoire en informations cliniques et épidémiologiques utiles est la seule chose qui compte pour le patient individuel comme pour la communauté mondiale.

En 2008, l’équipe chargée des laboratoires a poursuivi ses efforts pour accroître la confiance de la communauté de santé publique dans les résultats de laboratoire par le biais de ses projets mondiaux sur les systèmes de gestion de la qualité, le renforcement des ressources humaines et les réseaux destinés à faciliter l’échange de connaissances et d’expertise.

Trois principes directeurs sous-tendent les systèmes de gestion de la qualité dans les laboratoires

Qualité : promouvoir un système de gestion de la qualité dans les laboratoires qui amène la confiance. Des efforts sont en cours sur le plan international afin d’élaborer des normes de laboratoire pour les pays à ressources limitées.

Transversalité : fournir une expertise sur les thèmes transversaux communs aux programmes de laboratoire spécifiques de certaines maladies, et favoriser des normes et une qualité adaptée à ces laboratoires.

Environnement des laboratoires : tenir compte des aspects réglementaires, des infrastructures et du coût global dans le contexte plus large de la prestation de soins de santé et des systèmes de santé publique.

L’objectif de l’équipe chargée du renforcement de la qualité et de la gestion des laboratoires consiste à remettre les laboratoires au centre du système de santé publique. A cette fin, les activités sont fondées sur trois domaines de travail :

- √ Systèmes de gestion de la qualité dans les laboratoires
- √ Renforcement des ressources humaines
- √ Réseaux

Systèmes de gestion de la qualité dans les laboratoires

L'OMS met en œuvre un programme intitulé *Systèmes de gestion de la qualité dans les laboratoires* (LQS), qui s'efforce d'assurer le respect des normes, l'exactitude, le respect des délais, et la compatibilité entre les laboratoires de tous les pays. Les éléments essentiels des systèmes de qualité dans les laboratoires de santé sont : des structures organisationnelles appropriées, des procédures standardisées, des réactifs et un équipement adéquats, des ressources humaines qualifiées ainsi qu'une évaluation interne et externe y compris l'accréditation. La mise en œuvre et le suivi de la qualité et son amélioration permanente sont une caractéristique des laboratoires bien gérés.

Conférence internationale conjointe OMS/CDC sur les systèmes de qualité des laboratoires de santé, 9-11 avril 2008, Lyon, France

Le Bureau OMS de Lyon, en collaboration avec les Centers for Disease Control and Prevention (CDC) des Etats-Unis à Atlanta, ont tenu une Conférence internationale sur les systèmes de qualité des laboratoires de santé à Lyon, France, réunissant plus de 200 experts venus du monde entier. Les principaux objectifs de cette conférence étaient les suivants : i) aider à renforcer la qualité des laboratoires de santé, particulier dans les pays de ressources limitées, et ii) proposer des orientations sur l'élaboration et la mise en œuvre de systèmes de qualité au niveau national.

L'un des résultats de la conférence a été l'approbation à l'unanimité d'un document de plaidoyer sur les systèmes de qualité, qui a été publié en août dans le *Relevé épidémiologique hebdomadaire* (pour plus de détails, voir la section sur les Outils de référence mondiaux).



Conférence OMS/CDC à Lyon

Evaluation externe de la qualité

Etant donné que l'évaluation externe de la qualité fait partie des processus réglementaires et d'accréditation dans le domaine de la gestion de la qualité, l'OMS donne la priorité aux programmes d'**Evaluation externe de la qualité (EEQ)**, dans tous les pays, pour aider les laboratoires nationaux à identifier et à documenter leurs résultats et à déterminer, et ensuite à mettre en œuvre, des points d'action pour améliorer le fonctionnement des laboratoires.

Le programme EEQ lancé par LYO porte sur des envois de matériels (principalement des spécimens simulés) trois fois par an aux laboratoires nationaux de référence. Cinq disciplines sont couvertes : maladies entériques bactériennes, méningite bactérienne, peste, microscopie du paludisme et microscopie des bacilles acido-résistants. A la suite de l'analyse des échantillons par les participants, un rapport contenant une rétro-information et des recommandations, ainsi qu'une analyse individuelle du laboratoire concerné, sont expédiés aux laboratoires participants. Un résumé et une évaluation annuels du programme EEQ sont préparés et soumis à l'OMS. Des actions correctives sont proposées aux laboratoires pour lesquels des imprécisions ou des erreurs ont été observées. Le programme EEQ a produit des politiques et procédures mondiales, notamment des procédures d'opération standard pour la préparation de spécimens simulés qui sont utilisées pour planifier des activités EEQ dans la Région OMS de la Méditerranée orientale (EMRO) et dans sept pays africains (Niger, Mali, Mauritanie, Ouganda, Rwanda, Sénégal, Zambie).

Programme international EEQ en microbiologie WHO/NICD en Afrique

Le Bureau régional OMS de l'Afrique et LYO coordonnent un programme EEQ en microbiologie en Afrique depuis 2002. Le programme EEQ est organisé sur le plan technique par l'Institut national des maladies transmissibles (NICD) en Afrique du Sud, à l'intention de 76 laboratoires nationaux de référence africains, comme décrits ci-dessous.

La réunion annuelle de revue du programme EEQ a eu lieu à Johannesburg, Afrique du Sud, les 25-26 novembre 2008. Les activités et les résultats de l'EEQ pour 2007-2008 (Année 6 EEQ) ont été passés en revue et des activités de suivi ont été décidées. Des actions stratégiques ont été approuvées pour sensibiliser les principales parties prenantes (ministères de la santé, partenaires) sur les succès et les points faibles des laboratoires participants. Des préoccupations ont été exprimées sur la difficulté de certaines laboratoires à identifier d'importants pathogènes bactériens tels que *Vibrio cholerae*, *Haemophilus influenzae* et peste. La prochaine priorité portera sur l'organisation d'une formation pour les laboratoires sur le diagnostic de la peste (dans les pays endémiques) et de tests de susceptibilité aux antibiotiques, et sur une étude des besoins pour un programme EEQ sur la culture de *Mycobacterium tuberculosis*.

Soutien à l'établissement de programmes nationaux EEQ

A la suite de l'atelier de formation organisé en 2007 avec quelques pays africains, LYO a poursuivi ses efforts pour soutenir l'établissement de programmes nationaux EEQ. Des fonds ont été transférés au Mali, en Mauritanie, au Niger, en Ouganda, au Rwanda et en Zambie, les pays ciblés. En 2008, la Mauritanie et l'Ouganda ont organisé leur première enquête avec des laboratoires périphériques sélectionnés. LYO appuiera le Bureau régional OMS de l'Afrique pour l'élargissement de programmes nationaux EEQ dans de nouveaux pays au cours des années à venir.

Programme international EEQ en microbiologie pour les maladies infectieuses à potentiel épidémique dans la région OMS de la Méditerranée orientale

De même que pour le programme EEQ dans la Région africaine, LYO coordonne un programme régional EEQ en microbiologie à l'intention de 20 centres de référence pour la microbiologie dans 20 pays de la Méditerranée orientale. Ce programme est mené en collaboration avec le Bureau régional OMS de la Méditerranée orientale, le Laboratoire central de santé publique à Oman, et le Laboratoire de référence de la République islamique d'Iran. Une nouvelle enquête a été organisée en 2008, notamment des panels de divers spécimens pour le diagnostic des diarrhées bactériennes, la méningite, les résultats des tests de susceptibilité aux antibiotiques, et le diagnostic des maladies parasitaires (parasites dans les selles et de la peau). Le programme devrait être élargi en 2009 avec l'inclusion de nouveaux laboratoires participants et de nouveaux panels (par ex., microscopie du paludisme).

Première réunion du programme EEQ pour le diagnostic des bactéries pouvant constituer un risque de dissémination délibérée, 15-18 juillet 2008, Berlin, Allemagne

L'Institut Robert Koch (Berlin, Allemagne), avec le soutien financier de l'Agence exécutive pour la santé publique (AESP) de l'Union européenne, met en place un projet EEQ pour le diagnostic des bactéries pouvant constituer un risque potentiel de dissémination délibérée (charbon, tularémie, peste, morve, mélioiïdose, brucellose et fièvre Q). La réunion a rassemblé des représentants de 23 laboratoires de référence de haute sécurité de 20 pays de l'Union européenne et de Norvège. LYO a échangé des points de vue sur les systèmes de qualité en laboratoire et d'EEQ dans le contexte de la sécurité sanitaire mondiale.

Programmes EEQ pour la culture de virus de la grippe saisonnière

LYO a apporté son soutien au Bureau régional OMS de l'Europe pour la participation de laboratoires d'Europe orientale à un programme EEQ visant à évaluer les résultats de la détection et de la caractérisation des virus grippaux. Un panel de virus a été préparé par l'Agence de protection sanitaire du Royaume-Uni et expédié par le QCMD (contrôle de qualité pour les diagnostics moléculaires) à 12 laboratoires (principalement des Centres nationaux pour la grippe) dans neuf pays. Un rapport a été rédigé sur les résultats de l'enquête EEQ en provenance des 12 laboratoires et sur l'identification d'activités de suivi (formation, par exemple).

Normes et standards

L'OMS appuie la mise en œuvre de systèmes de qualité des laboratoires par un inventaire des normes et standards utilisés dans le monde entier et par l'établissement ou l'adaptation de normes nationales de qualité selon une approche par étapes, afin de mettre en place des capacités minimales dans tous les laboratoires, tout en encourageant les laboratoires plus avancés à respecter les normes internationales.

Réunion du Comité technique de l'Organisation internationale de normalisation (ISO) 30 mai-7 juin 2008, Vancouver, Canada et Groupe de travail 1 du Comité technique 212 de l'ISO, Qualité et compétence en laboratoire médical, 11-12 décembre 2008, Berlin, Allemagne

L'ISO a établi une série de normes et guides internationaux importants et largement reconnus pour diverses industries et divers secteurs notamment les laboratoires d'analyses médicales. En 2007, l'OMS a obtenu le statut d'observateur (liaison A) auprès du Groupe de travail 1 du Comité technique 212 de l'ISO, responsable en particulier des normes internationales pour la qualité et la compétence en laboratoire médical.

La contribution de LYO à ce Groupe de travail consiste à offrir non seulement son expertise technique, mais également un point de vue mondial sur le processus continu de formulation et d'examen des normes pertinentes dans le cadre du Comité technique 212/ Groupe de travail 1, en particulier la norme ISO 15189 destinée à être utilisée par les laboratoires d'analyses médicales pour la mise en place de leurs systèmes de gestion de la qualité et l'évaluation de leur propre compétence, ainsi que par les organismes d'accréditation. Dans le contexte de cette réunion, LYO s'est également engagé à faciliter un niveau de participation plus élevé des pays à ressources limitées au processus de formulation des normes de l'ISO pertinentes aux laboratoires d'analyses médicales.

Réunion de l'ILAC, 16-23 October 2008, Stockholm, Suède

L'International Laboratory Accreditation Cooperation (ILAC) est une coopération internationale entre organes d'inspection et d'accréditation des laboratoires, créée dans le but de coordonner et de faciliter les accords de reconnaissance mutuelle pour les associations régionales d'organes accréditeurs. Etant donné le lien étroit avec ses activités en matière de systèmes de gestion de la qualité dans les laboratoires, LYO a établi un partenariat stratégique avec cette association et ses membres, qui sont largement reconnus pour leur expertise et leur expérience techniques dans le domaine de l'accréditation et de la qualité des laboratoires. A l'occasion de cette réunion, LYO a été invité à soumettre un rapport à l'Assemblée générale de l'ILAC et au Comité conjoint de soutien au développement du Forum international d'accréditation (IAF) de l'ILAC sur les activités pertinentes de l'OMS en matière de laboratoires de santé publique et sur des domaines de collaboration possible.

Réunion avec l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI), 25-26 November 2008, Vienne, Autriche

Le but de cette réunion était de poursuivre la planification d'un projet de collaboration interinstitutions entre l'ONUDI et LYO. Le projet vise à établir un mécanisme permettant l'entretien d'équipement médical/d'analyse pour les pays d'Afrique de l'Ouest. L'ONUDI sera chargée de la mise en œuvre du projet et de la collecte de fonds. LYO offrira une expertise technique dans le domaine de la santé, en particulier sur les laboratoires.

Renforcement des ressources humaines

LYO fournit son expertise pour la formation dans le domaine des laboratoires et son appui technique aux pays à ressources limitées. Les deux activités principales dans le cadre de ce projet sont notamment la **formation pour les spécialistes de laboratoires** et l'**initiative de jumelage entre laboratoires**.

Activités de formation

Etablissement de modules de formation sur la gestion totale de la qualité

Un kit de formation sur la gestion de la qualité des systèmes de laboratoires a été élaboré en collaboration avec les Centers for Disease Control and Prevention (CDC) des Etats-Unis (Division des systèmes de gestion des laboratoires) et le Clinical and Laboratory Standards Institute (CLSI) des Etats-Unis, Centre collaborateur OMS pour les normes et l'accréditation des laboratoires cliniques et Secrétariat pour le Comité technique 212 de l'ISO. Ce kit est basé sur des sessions et modules de formation fournis par les CDC et l'OMS dans plus de 25 pays, et sur des directives pour la mise en œuvre de normes de qualité dans les laboratoires de diagnostic élaborées par le CLSI. Il a été testé sur le terrain et finalisé en 2008 après diverses réunions de travail (16-20 juin et 22-26 septembre 2008, Atlanta, GA, Etats-Unis).

Ce kit de formation vise à fournir des supports complets qui permettront de concevoir et d'organiser des ateliers de formation pour toutes les parties prenantes du processus de diagnostic en laboratoire, allant de la gestion à l'administration et aux techniciens de laboratoire. Il reprend les thèmes essentiels à la gestion de la qualité d'un laboratoire clinique ou de santé publique. Il sera lancé et largement diffusé en 2009.

Formation de spécialistes de laboratoire

Depuis son inauguration en 2001, LYO poursuit un « Programme intégré de développement des capacités pour les spécialistes de laboratoire » en étroite collaboration avec les Bureaux régionaux OMS et la communauté scientifique lyonnaise. A l'aide de modules de formation spécialisés, le programme a été conçu pour favoriser les bonnes pratiques des laboratoires nationaux, encourager une meilleure gestion des services nationaux de laboratoire, établir une connectivité, en particulier par le biais d'outils en ligne, et promouvoir l'engagement national à long terme en faveur des laboratoires de santé. Plus récemment la formation a été adaptée pour faire en sorte que les principales capacités des laboratoires de santé publique soient en accord avec les dispositions du RSI.

Pendant toute la durée du programme, 29 pays francophones et anglophones ont été inclus et sont désormais des partenaires actifs du développement des capacités de leurs laboratoires nationaux. En octobre 2008, la cohorte des stagiaires en provenance de la Région africaine a achevé sa session finale de formation. Des informations supplémentaires figurent ci-après.

Test de sensibilité aux antimicrobiens et assurance qualité dans le cadre du programme mondial Salm-Surv, 21 mars-1er avril 2008, Yaoundé, Cameroun

Cette session, organisée localement par le Centre Pasteur du Cameroun, était la cinquième session de formation du programme mondial Salm-Surv (GSS). Ce programme existe depuis 2002, en étroite collaboration avec le Réseau international des Instituts Pasteur et associés. L'atelier a été financé conjointement par LYO et le programme OMS de la Sécurité alimentaire. LYO a présenté des sessions sur les systèmes de gestion de la qualité dans les laboratoires et sur le Règlement sanitaire international.

Réunion sur la biosécurité dans les laboratoires, 8-11 juillet 2008, Pune, Inde

L'OMS organise une série de réunions de sensibilisation à la biosécurité et à la sécurité en laboratoire dans les différentes Régions. En 2008, la réunion a été préparée en collaboration avec le Bureau régional OMS de l'Asie du Sud-Est et s'est tenue à Pune, Inde. Sept pays y ont participé : Bangladesh, Bhoutan, Inde, Indonésie, Maldives, Sri Lanka, Thaïlande. L'équipe LQS a ensuite contribué aux sessions de formation sur le transport des substances infectieuses à Nairobi et lors de la dernière cohorte d'Afrique en octobre.

Cours de formation sur le développement des compétences en gestion des laboratoires, 13-24 October 2008, Lyon, France

Du 13 au 24 octobre 2008, LYO, en collaboration avec le Bureau régional OMS de l'Afrique, a tenu un cours de formation à Lyon, France, portant sur la gestion des laboratoires et le renforcement des compétences pour le diagnostic des maladies à potentiel épidémique et le rôle des laboratoires dans la mise en œuvre du Règlement sanitaire international. Un total de 27 participants, notamment des hauts responsables de laboratoire, des directeurs de laboratoires de santé publique et des épidémiologistes en provenance du Bénin, du Burkina Faso, de Djibouti, du Mali, de Mauritanie, du Niger et du Sénégal, y ont assisté.

Etablissement de réseaux

L'échange de connaissances et d'expertise et la promotion de partenariats entre institutions sont des fonctions essentielles de l'équipe chargée du renforcement de la qualité et de la gestion des laboratoires. En 2008, l'accent a été mis sur le suivi des 13 projets de jumelage entre laboratoires lancés en 2006, l'étude de nouveaux projets potentiels et l'élaboration d'un nouveau centre de documentation fondé sur le web pour les laboratoires de santé.

Initiative internationale de jumelages entre laboratoires

Ce programme, qui s'efforce de rassembler différentes institutions émanant de divers secteurs pour mieux lever des ressources et faciliter l'échange d'expertise et de connaissances, est aujourd'hui dans sa troisième année.

Temps forts des 13 projets de jumelage entre laboratoires sur les activités mises en œuvre en 2008

En 2007, 13 projets ont été choisis et lancés dans le cadre du projet de jumelage (voir Tableau ci-dessous). Une sélection des progrès réalisés au cours de l'année 2008 figure ci-après.

13 laboratoires jumelés

1	Laboratório Nacional de Saúde Pública, Instituto Nacional de Saúde Pública-Luanda, Angola	Centro de Bacteriologia e Micrologia Prof. Dr. Amalido Sampaio Instituto Nacional de Saúde Dr. Ricardo Jorge-Lisboame, Portugal
2	Department of Infectious & Other Diseases Research Dept. Ethiopian Health & Nutrition Research Institute (EHNRI), Addis Ababa, Ethiopie	California State Public Health Laboratory, Richmond, CA, Etats-Unis
3	Institut National de Santé Publique (INSP), Conakry, République de Guinée	Institut Pasteur de Dakar, Dakar, Sénégal
4	Laboratoire de Bactériologie Médicale, Institut National de Recherches en Santé Publique (INRSP) Nouakchott, Mauritanie	Institut Pasteur de Dakar, Dakar, Sénégal
5	Department of Immunology Instituto Nacional de Saúde Recinto do HCM Maputo, Mozambique	Michigan Public Health Laboratory, Etats-Unis
6	Laboratoire de Bactériologie CHU de Fann, Dakar, Sénégal	Unité du méningocoque, CCOMS IMTSSA, Marseille armées, France
7	Department of Arbovirology, Emerging and Re-emerging Viral Infections, Uganda Virus Research Institute, Entebbe, Ouganda	Virus Reference Department, Centre for Infections, Health Protection Agency, Londres, Royaume-Uni
8	Public Health Laboratory, Winston Scott Polyclinic, la Barbade	Division of Epidemiology and Laboratory Services, Utah Public Health Laboratory, Salt Lake City, UT, Etats-Unis
9	National public health laboratory, Federal Ministry of Health -Khartoum, Soudan	Noguchi Memorial Institute for Medical Research, Legon, Accra, Ghana
10	Reference laboratory of viral infections (LVI), Almaty Kazakhstan	Virus Reference Department (V.R.D.), Health Protection Agency, Londres, UK
11	Ukrainian Mechnikov Scientific Research, Anti-Plague Institute (UAPRI), Odessa, Ukraine	Robert Koch Institute, Berlin, Allemagne
12	Microbiology Laboratory, Teaching Hospital, University of Peradeniya, Peradeniya, Sri Lanka	Division of Microbiology & Infectious Diseases, Path West Laboratory Medicine WA, Perth, Western Australie
13	Primary & Preventative Health Services, Ministry of Health, Suva, Fidji	Victorian Infectious Diseases Reference Laboratory, North Melbourne, Victoria, Australie

Laboratoire de santé publique (Mataika House), Suva, Fidji / Victorian Infectious Diseases Reference Laboratory, Melbourne Nord, Victoria, Australie

Des responsables du Victorian Infectious Diseases Reference Laboratory (VIDRL), Australie, se sont rendus au Laboratoire de santé publique (Mataika House) et au Ministère de la Santé de Fidji pour signer un mémorandum d'accord entre les deux laboratoires, pour consolider et approuver des activités de jumelage et solliciter des fonds supplémentaires au cours de la réunion des parties prenantes.

Une formation initiale a été donnée au responsable de la surveillance de Mataika House au VIDRL sur l'élaboration de bases de données pour les patients et les laboratoires, la mise en place de mécanismes de déclaration pour les laboratoires, et les exigences en matière d'établissement de programmes d'évaluation de la qualité et l'analyse de données statistiques de base.

Instituto Nacional de Saúde Recinto do HCM Maputo Mozambique / Laboratoire de santé publique du Michigan, Etats-Unis d'Amérique

Des responsables de l'Instituto Nacional de Saúde Recinto do HCM Maputo au Mozambique se sont rendus au Département de la santé communautaire du Michigan, Etats-Unis, pour étudier les techniques de culture de cellules et le programme d'assurance qualité. Un autre membre du personnel a assisté à l'atelier de virologie avancée au State Public Health Laboratory du Wisconsin, puis s'est rendu au Département de la santé publique du Michigan. Le membre du personnel a reçu une formation en techniques de cultures virales, notamment l'isolement et l'identification des entérovirus.

Des ressources financières supplémentaires ont été identifiées par les partenaires du jumelage pour l'achat d'équipement et la création d'un laboratoire de virologie à l'Instituto Nacional de Saúde Recinto do HCM à Maputo.

Instituto Nacional de Saúde Pública (INSP), Luanda, Angola / Instituto Nacional de Saúde Dr. Ricardo Jorge, Lisbonne, Portugal

Plusieurs missions ont été menées par du personnel professionnel de l'Institut national de la santé publique Dr Ricardo Jorge de Lisbonne, Portugal, à l'Institut national de la santé publique de Luanda, et un mémorandum d'accord a été signé entre les deux institutions.

Au cours de ces missions, plusieurs cours de formation sur site ont été donnés au personnel de laboratoire INSP à Luanda pour introduire de nouvelles méthodes de diagnostic en parasitologie, les infections oppor-

tunistes et la gestion des données de laboratoire. Une formation a également été dispensée pour l'archivage et la création d'une base de données pour la collection de souches de *Vibrio cholerae* et pour le typage moléculaire.

L'Institut national de la santé portugais aide son partenaire angolais à établir une unité d'épidémiologie afin de fournir l'infrastructure nécessaire et du personnel qualifié pour la surveillance épidémiologique. Des cours de base sur les méthodes épidémiologiques ont été conçus pour former des épidémiologistes et un support logistique a été apporté pour la gestion des stocks de fournitures et d'équipement.

Des fonds supplémentaires en provenance d'institutions et de parties prenantes nationales au Portugal et en Angola ont contribué à la mise en œuvre des différentes activités du programme de jumelage et à la rénovation des laboratoires de l'Institut national de la santé publique à Luanda.

Laboratoire hospitalier, Université de Peradeniya, Peradeniya, Sri Lanka / Path West Laboratory Medicine WA, Perth, Australie occidentale

Du personnel professionnel de Path West a effectué des visites sur site au Laboratoire hospitalier de l'Université de Peradeniya et a organisé un atelier sur le diagnostic moléculaire destiné à des microbiologistes.

Les deux partenaires ont œuvré à l'élaboration de procédures de laboratoire et à la mise en œuvre d'un laboratoire de microbiologie mobile au centre de Sri Lanka afin d'améliorer les capacités aux niveaux national et régional pour la surveillance et l'action dans le domaine des maladies infectieuses émergentes. Un article intitulé « Deployable laboratory response to emergence of melioidosis in central Sri Lanka » a été publié dans le *Journal of Clinical Microbiology*, 2008 Oct.; 46 (10):3479-81. Un autre manuscrit est en préparation et sera soumis à l'*Emerging Infectious Diseases Journal*.

Les deux partenaires ont également préparé des projets de financement afin de générer des fonds supplémentaires pour le projet de jumelage.

Institut éthiopien de la santé et de la nutrition (EHNRI), Addis-Abeba, Ethiopie / Département des services de santé de l'Etat de Californie, Etats-Unis d'Amérique

Du personnel professionnel du Département des services de santé de l'Etat de Californie et de l'Association des laboratoires de santé publique a visité l'EHNRI et étudié les possibilités de transférer des techniques sérologiques pour les fièvres hémorragiques virales et des techniques de diagnostic moléculaire et de caractérisation des souches pour la méningite bactérienne à l'EHNRI et d'aider à mettre en place des réseaux de laboratoires régionaux. Une délégation de l'EHNRI s'est rendue au Département californien des services de santé pour étudier l'organisation d'un réseau de laboratoires et dans quelle mesure les mécanismes de réseaux californiens peuvent être appliqués à l'Ethiopie. La visite a également été une occasion pour les personnels de laboratoire de l'EHNRI d'observer et d'étudier les méthodes de sérologie pour les fièvres hémorragiques virales et le VIH, l'isolement des virus et les méthodes de diagnostic moléculaire et de caractérisation des souches de *Neisseria meningitidis*.

Noguchi Memorial Institute for Medical Research (NMIMR), Accra, Ghana / Laboratoire fédéral de santé publique, Khartoum, Soudan

Des visites d'échange de personnel professionnel ont été effectuées entre les deux institutions pour discuter de formation, de développement de procédures opérationnelles standardisées, de lignes directrices sur les bonnes pratiques de laboratoire et pour définir des domaines de recherche mutuels dans le domaine de la santé publique et des maladies à potentiel épidémique.

La mission, effectuée par deux membres du personnel professionnel du NMIMR au Laboratoire fédéral de la santé publique de Khartoum et d'autres laboratoires de santé d'Etat, a débuté par une évaluation des laboratoires en termes de ressources humaines, de procédures opérationnelles standardisées, de systèmes d'assurance qualité, d'équipement et de fournitures, d'aménagements, de documentation, de besoins en formation et d'organisation du travail.

Le personnel professionnel du NMIMR a également participé à des réunions avec tous les responsables du Laboratoire fédéral de la santé publique et a contribué à la finalisation d'un outil pour l'évaluation du laboratoire. Un atelier a ensuite été organisé pour 40 membres du personnel et a couvert des thèmes tels que les bonnes pratiques de laboratoire, les procédures opérationnelles standardisées, l'assurance qualité et la biosécurité.

Identification de nouveaux jumelages potentiels entre laboratoires

En 2008, 11 projets de jumelage potentiels ont été identifiés et les premiers contacts ont été pris entre partenaires, soit par le biais de visites sur site dans des laboratoires à ressources limitées soit par correspondance. Au cours des visites initiales, des contacts ont été établis avec des organismes de financement locaux et des organes de financement au sein des missions diplomatiques afin de les informer sur l'initiative de jumelage de laboratoires et de chercher des possibilités de soutien.

A la suite des visites sur site, plusieurs propositions de jumelage ont été rédigées et soumises à LYO pour évaluation et approbation par le Comité d'orientation, qui se réunira à nouveau en 2009.



Le réseau international PulseNet

Le réseau international PulseNet de sous-typages moléculaires pour la surveillance des maladies d'origine alimentaire rassemble plus de 70 laboratoires de santé publique et de microbiologie alimentaire. LYO participe à ce réseau, qui vise à développer les capacités pour la surveillance moléculaire des maladies d'origine alimentaire au niveau mondial afin de faciliter la détection des flambées sur le plan international.

LYO travaille en collaboration avec le programme OMS de Sécurité sanitaire des aliments au Siège de l'OMS pour étudier la possibilité d'une coopération entre PulseNet International et l'OMS.

1^{ère} réunion de planification stratégique PulseNet internationale, 9-10 June 2008, Halifax, Canada

Cette réunion a rassemblé les six Coordonnateurs régionaux PulseNet ainsi que des participants des Centers for Disease Control and Prevention (CDC), Atlanta, l'Association des laboratoires de santé publique (APHL), l'Agence de santé publique du Canada et l'OMS pour débattre de questions liées à la planification stratégique afin de définir des objectifs à court et à long terme pour PulseNet International. Les participants de la réunion ont fait le point sur les réseaux régionaux, l'établissement d'un site web et de listes de diffusion de PulseNet International, de nouvelles bases de données, de nouveaux protocoles, et la collaboration sur les méthodes de typage de nouvelle génération.

Réunion de PulseNet pour le Moyen-Orient 15-18 décembre 2008, Amman, Jordanie

LYO facilite également la communication entre PulseNet Moyen-Orient et le programme mondial Salm-Surv (GSS) de l'OMS dans le but de mener des activités communes dans des pays de la Région OMS de la Méditerranée orientale. Des directeurs de laboratoires, des microbiologistes et des épidémiologistes de neuf pays de la Région OMS de la Méditerranée orientale (Arabie saoudite, Bahreïn, Emirats arabes unis, République islamique d'Iran, Jordanie, Koweït, Liban, Oman et Qatar) ainsi que des représentants de la Palestine y ont assisté, ainsi que des scientifiques des CDC, de l'APHL, de NAMRU-3 et de l'OMS (Bureau régional de la Méditerranée orientale, OMS/Genève et LYO). La réunion a discuté des activités mises en œuvre par chaque pays membre sur les points d'action proposés au cours de la deuxième consultation de 2007 et a identifié des points d'action futurs pour 2009. La réunion a également étudié les mécanismes pour l'échange de données de laboratoire et de surveillance au sein des pays de la Région OMS de la Méditerranée orientale. LYO a présenté une situation des activités du réseau dans les régions et pays (nouveaux membres, investigation des flambées) au cours de l'année écoulée et a présenté ensuite une vue d'ensemble des questions liées à l'évaluation de la qualité. La réunion a été suivie par un atelier de formation sur l'analyse d'un logiciel d'électrophorèse en champ pulsé (PFGE), BioNumerics, et l'établissement d'une base de données nationales PulseNet.

Centre de documentation Internet sur les laboratoires : le projet GLOBE

Un accord de collaboration avait été signé entre la Fondation Mérieux et LYO au cours du deuxième semestre de 2007 sur la mise en place d'un centre de documentation fondé sur le web pour les laboratoires de santé, intitulé projet GLOBE. Le projet a été finalisé en décembre 2008, et le site web sera lancé au début de 2009. L'objectif de la section sur le diagnostic de GLOBE vise à fournir des services et un soutien aux laboratoires en ligne, notamment des forums de discussion, des modules de formation ainsi qu'une documentation facilement accessible.



Activités transversales

Projet Gates

Un projet de démonstration de surveillance sur cinq ans dans la sous-région de l'Afrique centrale a été signé entre les CDC, l'OMS/LYO (CSS et LQS) et le département Vaccination, vaccins et produits biologiques de l'OMS ; il est financé par la Fondation Gates. Parmi les objectifs primordiaux du projet, qui sera mené en étroite collaboration avec AFRO, les activités de LQS seront centrées sur l'évaluation des capacités de laboratoire, la formation, le renforcement des systèmes d'assurance qualité et l'établissement de programmes de jumelage entre laboratoires à l'appui des laboratoires clés.

Synergies avec d'autres programmes de laboratoire

Méthodes de laboratoire OMS pour le diagnostic de la méningite : lancement du processus de révision, 28-29 janvier 2008, Oslo, Norvège

Des experts des centres collaborateurs OMS sur la méningite bactérienne (Oslo, Norvège et Marseille, France), ainsi que des Centers for Disease Control and Prevention des Etats-Unis, et du personnel de LYO et Genève et du Bureau régional OMS de l'Afrique) se sont réunis pour élaborer la nouvelle version des Méthodes de laboratoire OMS pour le diagnostic de la méningite. Les experts ont convenu que la version révisée devrait conserver sa portée internationale et comprendre de nouveaux chapitres sur la gestion des données, l'assurance qualité et le contrôle qualité et la biosécurité. LYO y contribue par le biais de la rédaction de nouveaux chapitres de cette version révisée, qui sera publiée en 2009.

Séminaire international sur le Journal of Infections in Developing Countries, 16-20 mai 2008, Alghero, Italie

L'objectif de ce séminaire visait à améliorer la communication entre les scientifiques des pays en développement par le biais d'une participation active à la publication, la production et la diffusion du *Journal of Infections in Developing Countries* (JIDC). L'une des activités comporte l'élaboration d'un système de mentorat pour les scientifiques des pays en développement pour leur permettre de publier leurs travaux dans le JIDC. La contribution de LYO au projet implique de promouvoir la création d'un réseau de laboratoires dans la Région méditerranéenne pour collaborer sur le diagnostic et la lutte contre les maladies infectieuses.

1ère réunion consultative internationale sur la résistance aux antimicrobiens, Défi mondial pour la sécurité des patients III, 23-24 juillet 2008, Genève, Suisse

Le département Sécurité des patients coordonne l'Alliance mondiale pour la sécurité des patients. Dans ce cadre, deux premières initiatives ont été lancées : infections liées aux soins de santé et hygiène des mains en 2005, et chirurgie sûre en 2008. Il est prévu de lancer une troisième initiative en 2010 : la résistance antimicrobienne. La réunion a permis de définir cinq larges domaines stratégiques pour le futur programme mondial de résistance antimicrobienne. LYO continuera de participer à ce projet afin de déterminer comment les dispositions du RSI en matière de principales capacités sanitaires sur le plan national peuvent soutenir l'initiative pour la sécurité des patients, en particulier par le biais de données de laboratoire fiables et précises pour la surveillance de la résistance antimicrobienne.

XVIIIème congrès mondial d'épidémiologie de l'AIE, 20-24 septembre 2008, Porto Alegre, Brésil

A l'occasion de ce congrès, qui a rassemblé 6000 épidémiologistes venus du monde entier, LYO et l'Organisation panaméricaine de la Santé ont co-organisé une session sur le RSI. L'objectif consistait à informer les participants sur les principales capacités requises par le RSI et à mettre en œuvre par les épidémiologistes RSI, le personnel de santé et les décideurs impliqués dans les systèmes de surveillance. Cinq présentations abordant les principaux domaines techniques ont été faites. (Des informations supplémentaires sur cette réunion figurent à la page 14)



TEMPS FORTS EN 2008

- Conférence internationale conjointe OMS/CDC sur les systèmes de qualité des laboratoires de santé, 9-11 avril 2008, Lyon, France et :
 - déclaration et recommandations conjointes publiées dans le Relevé épidémiologique hebdomadaire de l'OMS, 08 août 2008
- Lancement de 13 projets de jumelage

III. Renforcer la sécurité sanitaire dans les ports, aéroports et postes-frontières



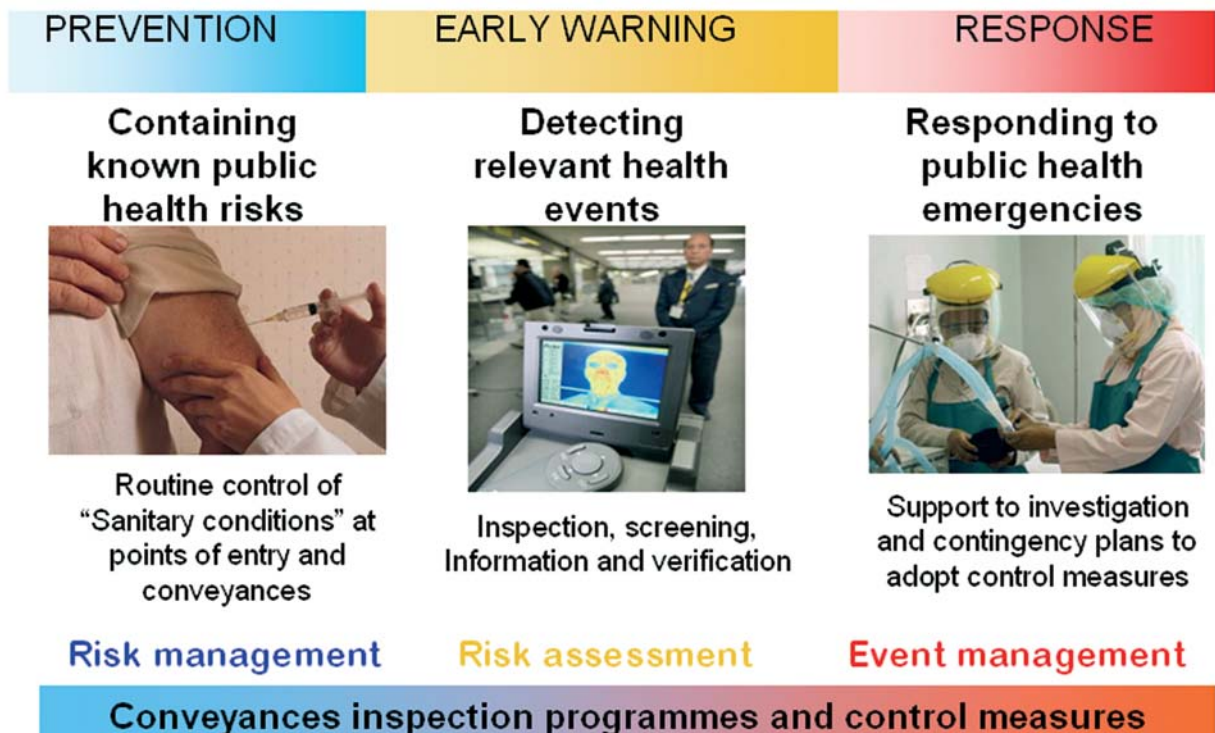
“La mauvaise nouvelle c’est que le temps s’envole. La bonne nouvelle c’est que tu es le pilote.”

Michael Altschuler

Se conformer aux dispositions du RSI sur les questions de voyages transports et points d’entrée permettra une meilleure protection sur le plan de la santé publique et du développement économique, sans entraves inutiles et indésirables aux voyages et aux échanges internationaux. Il s’agit donc là d’un bénéfice clé pour les pays.

La mise en œuvre du RSI, en étroite collaboration avec d’autres organisations du système des Nations Unies et organismes internationaux, permettra de faire en sorte que les moyens de transport internationaux et les installations utilisées par les voyageurs aux points d’entrée soient maintenus dans de bonnes conditions d’hygiène et restent exempts d’infection ou de contamination. Cela inclut notamment de veiller à ce que les moyens de transport et les installations soient exempts de vecteurs et de réservoirs, et la mise en place des capacités d’action et des mesures de contrôle sanitaire de routine aux aéroports, ports et postes-frontières désignés concernant les voyageurs, les moyens de transport, conteneurs, cargaisons, marchandises et colis postaux, conformément aux dispositions du RSI.

IHR implementation at ports, airports and ground crossings



Coordination et plaidoyer

L'équipe Ports, aéroports et postes-frontières (PAG) soutient et coordonne les activités transversales liées au RSI au sein de l'OMS et à l'extérieur, en collaboration avec d'autres institutions spécialisées des Nations Unies, des organisations régionales, des organismes internationaux, des centres collaborateurs et des associations d'industries.

En outre, l'équipe apporte son appui aux Etats Membres pour les sensibiliser aux dispositions du RSI afin de leur permettre d'identifier les points d'entrée désignés qui doivent avoir les principales capacités en place, et l'autorité compétente¹ pour chaque point d'entrée désigné sur leur territoire et de suivre la mise en œuvre des compétences requises.

Atelier sur la santé dans les ports européens, 25–26 février 2008, Londres, Royaume-Uni

Cet atelier d'une durée de deux jours, organisé par l'Agence de protection de la santé du Royaume-Uni, a cherché à développer la coopération mutuelle dans la Région européenne dans le cadre du processus de mise en œuvre du RSI aux points d'entrée. Il était centré sur les aspects concrets de l'établissement de pratiques cohérentes aux ports, aéroports et postes-frontières et a permis de comparer les progrès réalisés en direction de l'application du RSI dans les pays européens. En outre, les participants ont défini des opportunités de collaboration afin de déterminer une approche mutuelle pour respecter les normes de l'OMS. LYO a présenté la stratégie de l'OMS pour l'harmonisation d'une bonne pratique du RSI

Congrès de l'Académie internationale de médecine aéronautique et spatiale (IAASM), 9–11 septembre 2008, Bangkok, Thaïlande

L'objectif du Congrès visait l'échange de connaissances et d'expériences en médecine aéronautique afin d'améliorer la sécurité du transport aérien, à l'échelle mondiale. L'OMS a participé à un panel sur la médecine de pandémie et de catastrophe afin de débattre de son rôle dans la planification de la préparation aux pandémies dans le domaine de l'aéronautique et accroître la prise de conscience sur la nécessité d'une collaboration internationale parmi les secteurs de l'aéronautique et de la santé publique pour la mise en œuvre du RSI. Plus de 200 participants en provenance de plusieurs pays de toutes les régions y ont assisté.

Réunion inter pays sur les progrès effectués par les Etats Membres de la Région de la Méditerranée orientale sur la voie de la mise en œuvre du RSI, 24–27 November 2008, Alep, République arabe syrienne

La réunion a été organisée par le Bureau régional OMS de la Méditerranée orientale. Ses principaux objectifs étaient de discuter et de s'entendre sur les principales dispositions en matière de surveillance, d'alerte et d'action telles qu'elles sont définies dans le RSI pour les Etats Membres ; d'examiner les outils d'évaluation et les listes de contrôle pour l'auto-évaluation destinés à mesurer les principales capacités nationales ; et de discuter des plans de mise en œuvre du RSI avec les Etats Membres de la Région conformément aux dispositions du RSI ayant trait aux principales capacités.

Lignes directrices et outils

Elaborer et actualiser les orientations de l'OMS en matière de santé dans le cadre des voyages et des transports internationaux et répondre aux urgences de santé publique de portée internationale (USPPI) et aux problèmes qui y sont liés

A la suite d'une série de consultations d'experts et d'ateliers tenus dans toutes les Régions OMS, qui ont rassemblé plus de 500 participants en provenance de 87 pays, plusieurs documents et directives techniques ont été élaborés et/ou actualisés pour l'inspection des navires et la délivrance de certificats de contrôle sanitaire de navire, la certification aux ports et aéroports, l'application du RSI aux postes-frontières et l'élaboration de plans pour les urgences de santé publique aux points d'entrée. Les consultations, réunions et ateliers ont également donné l'occasion de valider et d'introduire ces nouveaux outils pour la mise en œuvre du RSI au niveau mondial.



¹ Le RSI (2005) entend par autorité compétente « une autorité responsable de la mise en œuvre et de l'application de mesures sanitaires en vertu du Règlement » (Art. 1, Définitions).

3ème réunion sur le Guide d'hygiène et de salubrité dans les transports aériens, 23–26 mars 2008, Toronto, Canada

La réunion a été co-organisée par le Département Santé publique et Environnement de l'OMS et Santé Canada, avec l'appui d'experts de LYO. Le principal objectif de la réunion consistait à résumer les travaux menés après la 2^{ème} réunion d'experts sur le Guide d'hygiène et de salubrité dans les transports aériens ; à présenter et examiner la première ébauche de manière critique ; à définir les adjonctions et les révisions nécessaires ; à perfectionner le projet, le cas échéant ; et à déterminer le calendrier et les prochaines étapes pour l'achèvement du projet destiné à l'examen public.

Réunion du groupe de travail sur les postes-frontières, 26–27 juin 2008, Brasília, Brésil

AMRO/PAHO et LYO ont accueilli la réunion de ce groupe de travail informel sur les transports, portant sur les lignes directrices pour les postes-frontières, avec le soutien de ANVISO et le Ministère de la Santé du Brésil. Cette réunion poursuivait le travail déjà effectué en 2006 par ce groupe à Vancouver, Canada, sur l'élaboration d'orientations techniques pour la mise en œuvre du RSI aux points d'entrée internationaux. Le principal objectif consistait à élaborer un projet de procédures pour les postes-frontières conformément aux dispositions du RSI.

Consultation OMS sur la fièvre jaune et les voyages internationaux, 4–5 septembre 2008, Genève, Suisse

La réunion a rassemblé plus de 40 experts de la fièvre jaune et consultants, représentants de ministères de la santé, organisations internationales et institutions spécialisées et experts de l'OMS en provenance du Siège et des Bureaux régionaux. Les objectifs en étaient l'élaboration de critères approuvés sur le plan international à prendre en compte pour l'établissement d'une liste de pays et/ou de zones exposés au risque de transmission de la fièvre jaune pour lesquels le contrôle des vecteurs et la désinsectisation des moyens de transport au départ seraient requis.

Réunion sur les méthodes non chimiques pour la désinsectisation des aéronefs, 15–16 décembre 2008, Gainesville et Orlando, Floride, Etats-Unis d'Amérique

Cette réunion visait à passer en revue les dispositions du RSI et les expériences menées par les pays en matière de désinsectisation des aéronefs et à élaborer une proposition pour l'évaluation du potentiel des méthodes non chimiques pour la désinsectisation des aéronefs (dans la cabine, le poste de pilotage et la soute). La réunion ciblait des experts ayant acquis une expérience pratique de la désinsectisation des aéronefs et réunissait des participants du secteur du transport aérien international, tels qu'OACI, IATA, ACI, ITF et des représentants de l'OMS dans plusieurs régions.



Contrôle d'une moustiquaire à bord d'un avion

Etablissement des principales capacités

En coordination avec les Bureaux régionaux OMS, LYO soutient les activités des Etats Membres pour la mise en œuvre des mesures d'inspection et la délivrance des nouveaux certificats de contrôle sanitaire de navire dans le monde, notamment la mise à jour de la liste des ports désignés habilités à délivrer des certificats de contrôle sanitaire de navire. Il soutient également la planification, l'évaluation, la mise en place et le maintien des principales capacités aux points d'entrée désignés pour le contrôle des risques sur une base de routine, et pour l'élaboration de plans de préparation aux urgences de santé publique.

Réunion avec les autorités aéroportuaires de Lyon, Aéroport St Exupéry, 10 janvier 2008, Lyon, France

L'objectif de cette réunion était de présenter une ébauche de check-list des critères concernant l'évaluation des capacités requises et d'en discuter le test pilote à l'aéroport de St Exupéry.

Consultation informelle sur les principales qualités aux points d'entrée désignés, 11–12 février 2008, Manille, Philippines

La réunion a été organisée par le Bureau régional OMS du Pacifique occidental avec la participation d'experts régionaux en provenance d'Australie, de Chine, du Japon, de Thaïlande, et de représentants du Bureau régional OMS. Les objectifs en étaient de définir les actions OMS prioritaires sur le plan régional à l'appui de l'établissement des principales capacités aux aéroports et aux ports désignés ; et d'élaborer des projets de listes de contrôle des principales capacités pouvant être utilisées comme outil d'auto-évaluation dans la Région.

Outil d'évaluation pour les principales capacités requises par le RSI aux ports, aéroports et postes-frontières, 21–30 avril 2008, points d'entrée choisis en Chine.

Il s'agissait là d'une coopération consultative technique entre l'OMS et l'Administration générale de la supervision de la qualité, de l'inspection et de la quarantaine (AQSIQ) en Chine. L'OMS et l'AQSIQ ont convenu de tester sur le terrain le projet d'outil d'évaluation à des points d'entrée choisis en Chine (aéroport de Jinan dans le Shandong, port de Zhangjiagang dans le Jiangsu, port de Yantian, à Shenzhen, dans le Guangdong, et port de Nansha dans trois provinces : Jiangsu, Shandong, Guangzhou).

Réunion sous-régionale pour les pays des Caraïbes anglophones, 17–19 juin 2008, Bridgetown, la Barbade

Co-organisée avec le Bureau régional et le Bureau de pays de l'OMS avec l'appui du Ministère de la Santé et de l'Autorité portuaire de la Barbade, la réunion a couvert la mise en œuvre du RSI aux points d'entrée, notamment une introduction aux procédures recommandées, la formation pour l'inspection et la délivrance des certificats de contrôle sanitaire de navire, et la mise à l'épreuve sur le terrain du projet d'outil d'évaluation de l'OMS pour les dispositions ayant trait aux principales capacités.

Information sur les ports, aéroports et postes-frontières, 23–27 juin 2008, Brasilia, Brésil

Le Bureau régional OMS des Amériques, la Coordination du RSI, le Ministère de la Santé du Brésil, et l'ANVISA (l'autorité nationale compétente pour les points d'entrée au Brésil) ont accueilli une réunion sous-régionale pour les pays hispanophones et lusophones. L'objectif consistait à discuter du test sur le terrain des résultats du projet d'outil d'évaluation de l'OMS pour la mise en œuvre des dispositions du RSI en matière de principales capacités aux points d'entrée, à

harmoniser les procédures, les concepts de formation et les matériels de formation pour l'inspection et la délivrance des certificats de contrôle sanitaire de navire et à renforcer l'établissement de réseaux parmi les autorités compétentes de la sous-région.

Formation

Cette activité implique l'appui et l'élaboration d'outils de formation et de programmes pour la mise en œuvre du RSI aux ports, aéroports et postes-frontières, notamment des films et outils audiovisuels interactifs, fondés sur une stratégie comportant trois niveaux :

Niveau 1: Sensibilisation sur les principales capacités (désignation de points d'entrée pour les principales capacités et de ports pour la délivrance des certificats de contrôle sanitaire de navire, coordination intersectorielle, coopération, et obligations internationales)

Niveau 2: Organisation des services aux points d'entrée (dispositions administratives, planification, gestion, estimation et évaluation des principales capacités)

Niveau 3: Opérationnel (par exemple pour les inspections et la délivrance des certificats de contrôle sanitaire de navire, expertise technique, niveau opérationnel, exécution au quotidien)

La stratégie a été testée sur le terrain et perfectionnée, principalement en collaboration avec les Bureaux régionaux de l'OMS.

Groupe d'experts pour l'harmonisation des avis techniques et l'élaboration de matériels de formation pour l'inspection et la délivrance des certificats de contrôle sanitaire de navire, 17–20 mars 2008, Lyon, France

La réunion a été organisée par LYO avec la participation d'experts du Centre de santé du port de Hambourg, de Santé Canada, des Services portuaires du conseil municipal de Southampton et de représentants du Bureau régional OMS de l'Europe. L'objectif consistait à poursuivre le travail des réunions de groupes d'experts tenues en octobre 2007 (à Lyon) et en décembre 2007 (à Mexico), sur l'élaboration de matériels de formation et la stratégie de formation pour la mise en œuvre du RSI aux points d'entrée.

Atelier OMS sur la mise en oeuvre du RSI dans les ports, 26–28 mai 2008, Hambourg, Allemagne

La réunion a été co-organisée avec le Bureau régional OMS de l'Europe et le Centre de santé du port de Hambourg. L'objectif était double : faciliter la mise en œuvre du RSI, avec l'accent sur les principales capacités dans les ports ; introduire et tester sur le terrain l'outil d'orientation « *Mesures recommandées pour l'inspection et la délivrance du certificat de contrôle de navire* ».

Tournage de films sur le terrain dans des ports, aéroports et postes-frontières de plusieurs pays et régions, septembre–décembre 2008

Plusieurs missions ont été effectuées pour filmer la mise en œuvre pratique du RSI aux ports, aéroports et postes-frontières. Les séquences, filmées sur place à Manaus, Brésil ; Halifax et Montréal, Canada ; Marseille, France ; Hambourg, Allemagne, ont été utilisées pour élaborer les matériels de plaidoyer et de formation suivants :

√ un film de plaidoyer ciblant les autorités aux niveaux régional, sous-régional et national sur la mise en œuvre du RSI aux ports, aéroports et postes-frontières

√ un film de formation sur les certificats de contrôle sanitaire de navire ; ce film montre en détail toutes les étapes à suivre pendant l'inspection et la délivrance des certificats.

Les films représentent un projet mené en collaboration, élaboré par LYO en coopération avec le département OMS Alerte et action mondiales et le Centre de santé du port de Hambourg ainsi qu'avec d'autres autorités nationales. D'autres films sont en cours de préparation et aborderont diverses questions liées au RSI.

Un soutien particulier a été apporté à des formations portant sur la mise en œuvre des dispositions du RSI qui ont trait à l'inspection des navires et la délivrance du nouveau certificat de contrôle sanitaire de navire. Grâce à cet effort, au 31 décembre 2008, plus de 1600 ports avaient été inscrits sur la liste des ports habilités à délivrer des certificats par 69 pays de toutes les Régions OMS.

La liste des ports et d'autres informations soumises par les Etats Parties concernant les ports habilités à délivrer des certificats de contrôle sanitaire de navire en vertu du Règlement sanitaire international ont été placées en ligne en 2007. Cette liste continue d'être actualisée sur une base hebdomadaire, consultable à l'adresse suivante : <http://www.who.int/csr/ihr/portslanding/en/index.html>

Atelier sur les questions liées au contrôle sanitaire des navires en vertu du Règlement sanitaire international, 22–24 septembre 2008, Amsterdam, Pays-Bas

Le but de l'atelier, co-organisé par le Bureau régional OMS de l'Europe et l'Institut national de la santé publique et de l'environnement des Pays-Bas, était de faciliter l'établissement des principales capacités dans les ports de la Région européenne de l'OMS. Le public cible était les autorités sanitaires portuaires responsables de la mise en œuvre du RSI dans les ports et particulièrement de l'inspection et de la délivrance des certificats de contrôle sanitaire de navire. Plus de 30 participants de la partie occidentale de la Région européenne de l'OMS y ont assisté.

Atelier sur les certificats de contrôle sanitaire de navire, 8–11 octobre 2008, Palma de Majorque, Espagne

Les autorités portuaires espagnoles ont organisé cet atelier national à Palma de Majorque sur l'inspection des navires dans le cadre du RSI et le certificat de contrôle/d'exemption de contrôle sanitaire de navire.



Exercice de simulation à Palma de Majorque

L'atelier ciblait les responsables des autorités sanitaires portuaires de tout le territoire espagnol et comprenait un exercice de simulation pour tester la capacité d'action en cas d'urgence de santé publique dans le contexte d'un port.

Atelier RSI sur les questions de contrôle sanitaire des navires, 13–17 octobre 2008, Sines, Portugal

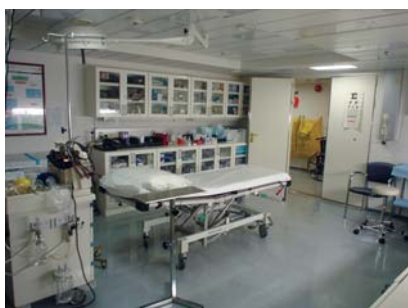
Cette manifestation, co-organisée avec la Direction générale de la Santé du Portugal, portait sur le développement des principales capacités aux points d'entrée et sur l'inspection et la délivrance des certificats de contrôle sanitaire de navire pour les pays lusophones. Elle visait à établir une approche commune et à faciliter la collaboration entre les personnels des autorités portuaires afin d'assurer la réussite de la mise en œuvre du RSI dans les pays lusophones.

Quatrième réunion du groupe de collaboration et première réunion de SHIPSAN TRAINET, 25–28 novembre 2008, Athènes, Grèce

Le but de la réunion UE-SHIPSAN était de présenter des résultats concernant les évaluations ayant trait à l'utilité d'une action coordonnée de l'Union européenne pour les contrôle des maladies transmissibles liées aux navires de passagers, de diffuser les résultats concrets du projet et d'introduire les grandes lignes du manuel EU-SHIPSAN. Cette première réunion SHIPSAN TRAINET visait à planifier les activités pour la phase suivante du projet. Des experts d'EURO et de LYO ont pris part à cette réunion.

Formation sur les inspections de contrôle sanitaire de navire en vertu du RSI dans les Amériques, 10–13 décembre 2008, Miami, Floride, Etats-Unis d'Amérique

A la suite de la réunion sous-régionale de Bridgetown, la Barbade, en juin 2008, les participants ont demandé une séance de formation pratique sur les lignes directrices pour l'application du contrôle sanitaire de navire. Le Programme de contrôle sanitaire des navires (CDC) et LYO ont co-organisé la réunion avec le soutien de Santé Canada qui a aussi fourni des moyens humains (formateurs) et matériels.



Salle d'hôpital à bord d'un navire de croisière

Collaboration internationale et établissement de réseaux

Cette activité implique la promotion de partenariats et d'une collaboration parmi les organisations internationales, les autorités et experts de la santé publique pour la mise en œuvre du RSI sur le plan mondial.

Des relations étroites ont été établies avec d'autres organisations du système des Nations Unies, des organisations régionales et des organismes internationaux concernant le transport aérien (tels que l'Accord de coopération sur la prévention de la dissémination de maladies transmissibles par le transport aérien – CAPSCA, sous la direction de l'OACI) et sur le contrôle sanitaire des navires (tel que le projet EU-SHIPSAN).

Accord de coopération sur la prévention de la dissémination de maladies transmissibles par le transport aérien (CAPSCA)

L'OMS collabore avec l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI), l'Association internationale de transport aérien (IATA) et le Conseil international des aéroports (ACI) afin d'harmoniser les plans d'action d'urgence pour la préparation aux pandémies dans le secteur de l'aviation.

Ces quatre organisations ont tenu deux ateliers (ci-dessous) dont l'objectif consistait à lancer le projet CAPSCA dans la région Africaine :

13–14 mars 2008, Johannesburg, Afrique du Sud

Cet atelier a été organisé conjointement en Afrique par l'Organisation de l'aviation civile internationale, l'Organisation mondiale de la Santé, l'Association internationale de transport aérien, et le Conseil international des aéroports. L'objectif en était de renforcer les plans de préparation dans le secteur de l'aviation.

18–19 mars 2008, Dakar, Sénégal

Il s'agissait d'un atelier de deux jours qui a fourni une occasion de sensibiliser le secteur de l'aviation dans la région au sujet du nouveau cadre et des nouvelles obligations conformément au RSI.

Deuxième réunion du comité d'orientation CAPSCA/ASIE, 9–14 juin 2008, Bali, Indonésie

Cette réunion, hébergée par la Direction générale de l'aviation civile, Indonésie, visait à passer en revue les activités du CAPSCA-ASIE depuis la première réunion de son Comité d'orientation et de discuter de ses activités futures, avec l'accent sur les défis que représente la mise en œuvre des Lignes directrices de l'OACI destinées aux Etats et le développement futur du CAPSCA en Asie et dans d'autres régions. La réunion a été suivie par une évaluation des aéroports de Denpasar et de Djakarta.

Deuxième réunion de l'équipe régionale de médecine aéronautique (RAMT), 11-13 septembre 2008, Bangkok, Thaïlande

La réunion comprenait des représentants des pouvoirs publics, d'organismes des Nations Unies, de compagnies aériennes, d'associations d'industries et d'organisations intergouvernementales. Les experts de l'OMS ont mis en lumière l'importance de la collaboration entre le secteur aéronautique et les autorités d'Etat pour la mise en œuvre du RSI dans les aéroports afin de réduire les risques pour la santé publique, de détecter les événements sanitaires pertinents et de faire en sorte qu'une action appropriée soit prise en cas d'urgences de santé publique.

Certification

L'objectif est de mettre en place, de coordonner et de soutenir les dispositions et procédures pour la certification des aéroports et des ports conformément aux exigences du RSI à la demande des pays et d'élaborer et de maintenir une liste des ports et aéroports certifiés.

Première réunion du Groupe de travail technique pour l'harmonisation des procédures de vérification en vue de la certification des aéroports conformément au RSI, 29-30 septembre 2008, Genève, Suisse

Cette réunion a rassemblé des experts internationaux de l'OMS, de l'OACI, de l'IATA, de l'ACI ainsi que des experts nationaux afin de lancer l'établissement de mesures conjointes pour la certification des aéroports en vertu de l'Article 20.4 du Règlement. Elle visait à fournir des informations à l'appui des Etats Parties pour la mise en place des principales capacités ; d'échanger des expériences sur les processus existants ; d'identifier des synergies entre la certification OMS des aéroports conformément au RSI et les programmes de contrôle de l'OACI, l'IATA et l'ACI ; de définir des opportunités pour une collaboration à court terme entre l'OACI, l'IATA et l'ACI et d'autres partenaires afin d'aider l'OMS à élaborer des lignes directrices pour la certification des aéroports.

TEMPS FORTS EN 2008

- Après l'entrée en vigueur des nouveaux certificats de contrôle sanitaire de navire, 1 600 ports dans 69 pays des six régions de l'OMS ont reçu l'autorisation d'émettre ces certificats.



Exercice de remise de certificat de contrôle de navire

Communication et partenariats locaux

Outre les partenariats techniques décrits dans les sections qui précèdent, LYO continue à collaborer avec ses partenaires locaux sur des initiatives qui contribuent à leurs activités techniques et accroissent leur sensibilisation au Bureau et à son travail.

Partenariats locaux : les temps forts de 2008

Au cours de l'année, LYO a travaillé en collaboration étroite avec **Lyonbiopôle**¹, le pôle de compétitivité scientifique, universitaire, médical et industriel de la Région Rhône-Alpes, afin d'organiser la consultation technique internationale « Urgences de santé publique en milieu urbain ». La consultation, rendue possible grâce à l'appui financier du **Grand Lyon**, s'est tenue à Lyon les 29-30 octobre 2008. Elle a rassemblé plus de 70 experts pour définir et aborder les défis spécifiques que constituent les urgences de santé publique qui surviennent en milieu urbain, en particulier dans les grandes villes et les mégapoles. Ses conclusions contribueront à la rédaction de lignes directrices de l'OMS à l'intention des autorités municipales et des professionnels de santé publique². Elles ont également servi à la préparation de deux sessions au cours de la conférence **BioVision 2009** qui se tiendra à Lyon les 8-11 mars 2009, intitulées : « Gestion des épidémies dans les villes ». A cette occasion, LYO a accueilli le Professeur Jean-Louis Touraine, premier adjoint au Maire de Lyon, qui a accepté de prononcer l'allocution d'ouverture.



Pr J.L. Touraine, Premier Adjoint au Maire de Lyon
Dr D. L. Heymann, Sous-directeur général de l'OMS
Mr P. Archinard, Président de Lyonbiopôle

Un autre exemple de l'association entre le travail technique et le riche contexte qu'offre la ville de Lyon a été la conférence internationale hébergée par LYO en collaboration avec les Centers for Disease Control and Prevention (CDC) des Etats-Unis du 9 au 11 avril 2008 (**Conférence internationale conjointe**

¹ www.lyonbiopole.org

² www.biovision.org

OMS/CDC sur les systèmes de qualité des laboratoires de santé – pour plus de détails sur cette réunion, voir en page 18 du présent rapport). Cette conférence a rassemblé à Lyon plus de 200 experts venus du monde entier pendant trois jours. A cette occasion, le bureau du Maire de la Ville de Lyon a aimablement invité les participants à une réception qui s'est tenue dans le bâtiment historique de l' Hôtel de Ville.

Les manifestations décrites ci-dessus sont des exemples des nombreuses possibilités offertes par les partenariats avec les institutions scientifiques locales, permettant d'accroître la visibilité du Bureau OMS et de promouvoir au niveau international les caractéristiques scientifiques de Lyon et sa région, de même que sa culture et son patrimoine.

Partenariats locaux

- ♦ **Journées européennes du patrimoine, 20-21 septembre 2008** : LYO a eu le plaisir de participer à cette manifestation avec le Musée de sciences biologiques Docteur Mérieux, qui a attiré plus de 300 visiteurs au cours de ces deux journées.
- ♦ **Fondation Mérieux** : En 2008, LYO a poursuivi sa collaboration avec la Fondation Mérieux pour finaliser le projet **GLOBE**, une plateforme électronique à l'appui de la surveillance épidémique et des capacités de surveillance et d'action contre les épidémies (son lancement est prévu au début de 2009).
- ♦ **Lyonbiopôle** : LYO et Lyonbiopôle ont co-organisé la consultation internationale « **Urgences de santé publique en milieu urbain** », les 29-30 octobre 2008.
- ♦ **BioVision** : LYO a fourni des orientations techniques pour la préparation de deux sessions qui auront lieu pendant l'édition 2009 de BioVision. La consultation « **Urgences de santé publique en milieu urbain** » a servi de pré-réunion pour le congrès international des sciences de la vie, qui attire tous les deux ans quelque 3000 participants internationaux dans la ville de Lyon.
- ♦ LYO participe au groupe de travail du Conseil d'administration de la **Fondation Scientifique de Lyon et du Sud-Est**.

Relations avec les médias locaux

En plus de la collaboration avec ses partenaires locaux, LYO est en contact régulier avec le réseau des médias locaux (à ce jour il comprend 200 journalistes du Grand Lyon et de la Région Rhône-Alpes) pour la sensibilisation aux activités du Bureau. Lorsqu'une réunion ou autre manifestation est susceptible d'intéresser le grand public, LYO organise des conférences de presse et des entretiens avec les organisateurs et les principaux experts qui participent à l'événement. Lors de la consultation sur les urgences de santé publique en milieu urbain, le Professeur Jean-Louis Touraine, qui avait bien voulu accepter de prononcer l'allocution d'ouverture, est revenu le jour suivant participer à la conférence de presse et a contribué à la réussite de cette manifestation. Quinze journalistes des médias locaux et régionaux y ont assisté et plusieurs articles ont été publiés dans la presse locale et sur Internet. En outre, France 3 a réalisé un entretien exclusif à la veille de la consultation avec le Dr Guénaël Rodier, Directeur du département de la Coordination du Règlement sanitaire international à l'OMS.

De même, au cours de la **Conférence internationale conjointe OMS/CDC sur les systèmes de qualité des laboratoires de santé** une conférence de presse a été organisée attirant 12 journalistes locaux. Il en est résulté plusieurs articles imprimés et nouvelles publiées sur le web.

Partenariat avec les établissements locaux d'enseignement supérieur

Chaque année, LYO accueille des stagiaires de l'Université de Lyon et d'autres institutions d'enseignement supérieur. En 2008, des stagiaires venus

- ◆ Direction Régionale des Affaires Sanitaires et Sociales (DRASS)
- ◆ Faculté de Médecine Lyon 1
- ◆ Faculté de Droit Lyon 3 – Sciences Politiques
- ◆ Université Lumière Lyon 2 – Sciences de l'Education

Publications

et guides de référence pour le RSI

Outre ses publications, le Bureau OMS de Lyon élabore régulièrement des guides s'attachant au développement des capacités au niveau national. Ces guides sont souvent préparés en collaboration avec d'autres organisations. Une liste des documents et outils de référence parus en 2008 figure ci-dessous.

Systèmes de qualité dans les laboratoires

Conférence conjointe OMS-CDC sur les systèmes de qualité dans les laboratoires, 9-11 avril 2008, Lyon. Rapport de la conférence :

<http://www.who.int/csr/ihr/lyon/report20080409.pdf>

Déclaration et recommandations sur les systèmes de qualité des laboratoires, publiées dans le Relevé épidémiologique hebdomadaire no 32

<http://www.who.int/wer/2008/wer8332/en/index.html>

Outils en ligne pour la mise en application du RSI

◆ **Modules de formation et kits d'information**

- Inspection des navires et émission des certificats de contrôle sanitaire de navire : conception, développement de matériels et test sur le terrain d'un module de formation de 3 jours

◆ **Cours en ligne :**

- Introduction au RSI (sections 1 & 2) ; audiences ciblées : Responsables nationaux et autres professionnels (personnel OMS excepté) ; durée 45 minutes chaque section. Disponible en anglais, espagnol, français, portugais et russe

◆ **Centre de ressources**

- E-bibliothèque RSI : production d'un CD-ROM renfermant le contenu complet de l'e-bibliothèque
<http://www.who.int/csr/ihr/elibrary/en/index.html>

Publications

Consultation technique internationale "Urgences de santé publique en milieu urbain", 29-30 octobre 2008, Lyon, France

Background paper, Bureau OMS de Lyon, Lyon, France, octobre 2008

<http://www.who.int/csr/ihr/lyon/consultation2008/fr/index.html>

Rodier G. Le règlement sanitaire international révisé. *Annales des mines*, 51: 75-772008, July 2008

Nouvelles du RSI. Bulletin trimestriel de l'OMS sur la mise en oeuvre du RSI, Nos 2-5. Publié 4 fois par an, disponible en anglais et en français <http://www.who.int/csr/ihr/backissues/fr/index.html>

Rodier.G. Le règlement sanitaire international révisé. *La responsabilité de protéger, colloque de Nanterre*, Société française pour le Droit international. Edit. A. Pedone, Paris, 2008

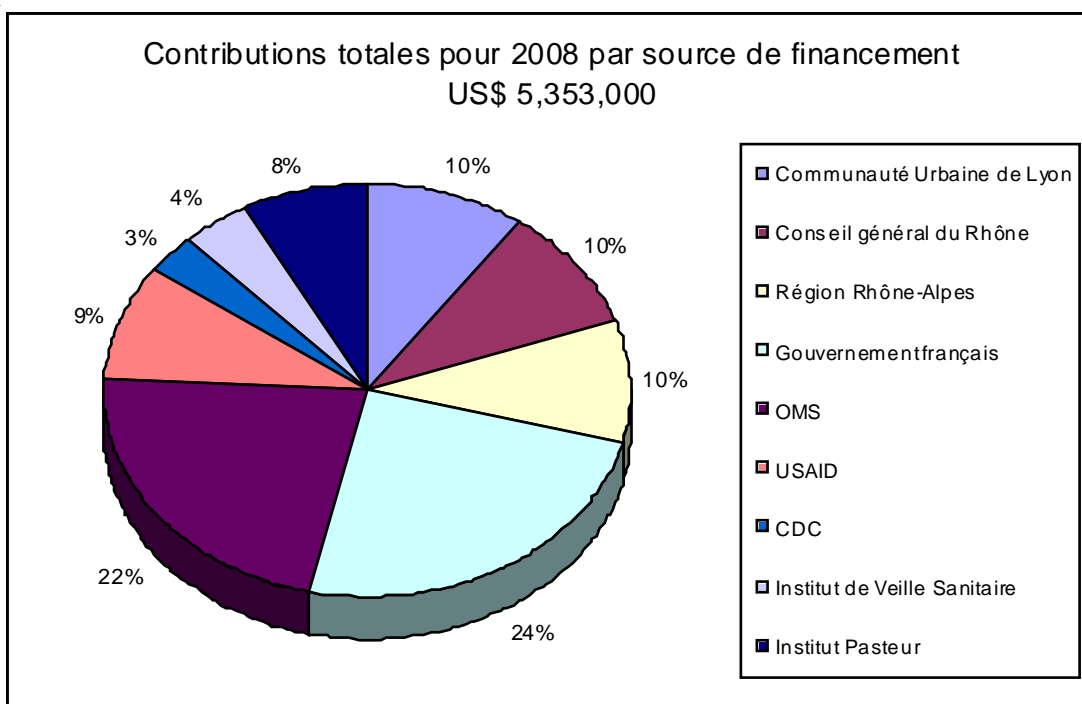
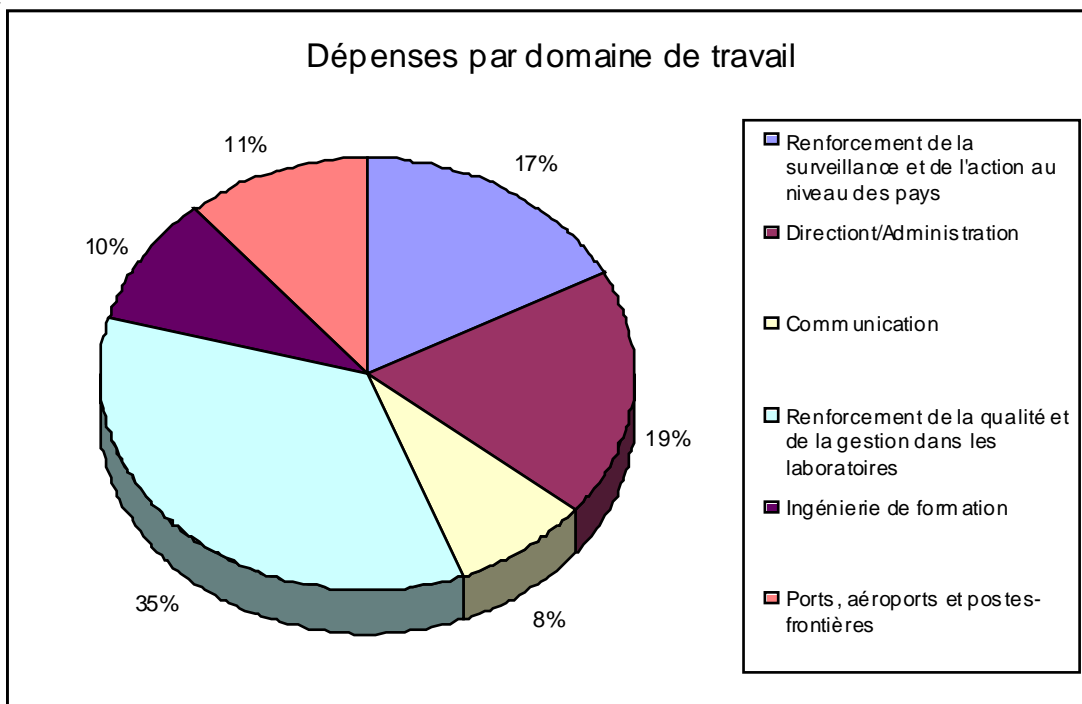
Rodier G, Kindhauser, MK.. Global health security: the WHO response to outbreaks past and future. Part VI, Livelihood and Health Security for the 21st Century, Chapter 37, 529-541, Facing Global Environmental Change: Environmental, Human, Energy, Food, Health and Water Security Concepts, Hans Günter Brauch Editor, AFES-PRESS, 2008

Activités complémentaires

- ~ 1ère Journée d'études et de recherches CASSENDRE, "Face au risque biologique", 10 janvier 2008, Lyon, France
- ~ Réunion de suivi du partenariat entre le Bureau de l'OMS de Lyon et AMP, 15 janvier 2008, Paris, France
- ~ Participation à la 3ème réunion du réseau des laboratoires Biotox - Piratox , 23-25 janvier 2008, Paris, France + groupe de travail avec l'Institut Pasteur
- ~ Réunion avec le Département International et Tropical (DIT) de Veille Sanitaire (InVS), 5 février 2008, Paris, France
- ~ Atelier "Pathogen movement and the revised IHRs", Institute of Medicine of the National Academies, 12-14 février 2008, Washington, DC, USA
- ~ First Global Forum on Human Resources for Health, 2-7 mars 2008, Kampala, Uganda
- ~ Meeting of the International Civil Aviation Organization (ICAO), the WHO Lyon Office, the International Air Transport Association (IATA), and Airports Council International (ACI) on the Aviation sector in Western African countries, 17-19 mars 2008, Dakar, Senegal
- ~ Conférence internationale "Moving Forward in diagnosis of infectious diseases in developing countries". A focus on Tuberculosis: 1st Meeting of the Global Laboratory Initiative (GLI)" 7-9 mai 2008, Annecy, France
- ~ Séminaire international : Journal of Infections in Developing Countries, 16-20 mai 2008, Alghero, Italie
- ~ 18ème Journée scientifique EPICENTRE, 30 mai 2008, Paris, France
- ~ Electronic surveillance of infectious diseases – meeting with WHO Collaborating Centres, 12 octobre 2008, Lyon, France
- ~ Conférence de l'Institut Pasteur sur les Maladies infectieuses, 11-13 novembre 2008, Paris, France

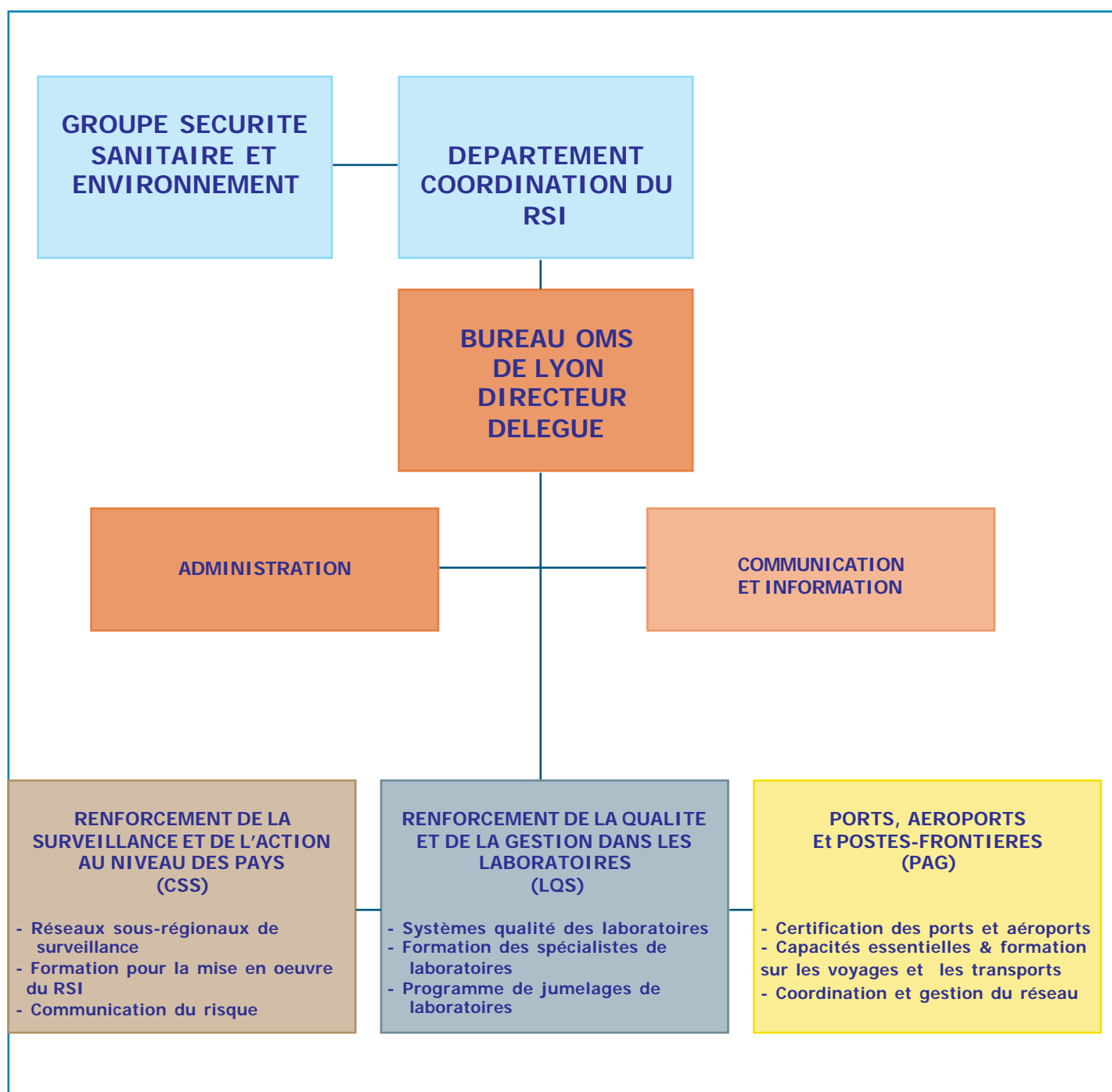
Annexe 1

Résumé financier



Annexe 2

Organigramme du bureau OMS de Lyon



Depuis l'ouverture du Bureau en 2001 avec 4 personnes, LYO a dû développer régulièrement ses capacités en terme de ressources humaines afin de faire face à l'accroissement constant de ses responsabilités techniques.

Aujourd'hui, le personnel du Bureau est composé de 30 membres, techniques et administratifs, recrutés tant internationalement que localement. Quatorze nationalités différentes sont représentées.

Annexe 3

Institutions collaboratrices

Institution	Ville	Pays
Administration Générale de la Supervision de la Qualité, de l'Inspection et de la Quarantaine de la République Populaire de Chine (AQSIQ)	Pékin	Chine
Agence de Médecine Préventive (AMP)	Paris	France
Agence Française de Développement (AFD)	Paris	France
Agence nationale de surveillance sanitaire (ANVISA)	Brasilia	Brésil
American Society for Microbiology (ASM)	Washington	Etats-Unis d'Amérique
Association des autorités sanitaires portuaires du Royaume Uni (APHA)	Londres	Royaume-Uni
Association des laboratoires de santé publique (APHL)	Washington	Etats-Unis d'Amérique
Association Française de Normalisation (AFNOR)	Paris	France
Association internationale des armateurs pétroliers indépendants (INTERTANKO)	Londres	Royaume-Uni
Association internationale des instituts de santé publique du monde (IANPHI)	Atlanta	Etats-Unis d'Amérique
Association internationale des lignes de croisière (CLIA)	Fort Lauderdale	Etats-Unis d'Amérique
Association internationale du transport aérien (IATA)	Genève	Suisse
Center for Disease Control	Téhéran	Iran (République islamique d')
Centers for Disease Control and Prevention (CDC), Etats-Unis d'Amérique	Atlanta	Etats-Unis d'Amérique
Central Public Health Laboratory (CPHL)	Muscat	Oman
Centre de santé du port de Hambourg	Hambourg	Allemagne
Centre d'épidémiologie des Caraïbes (CAREC)	Port d'Espagne	Trinité et Tobago
Centre européen de prévention et de contrôle des maladies (ECDC)	Stockholm	Suède
Centre Pasteur du Cameroun	Yaoundé	Cameroun
City University	Londres	Royaume-Uni
Clinical and Laboratory Standards Institute (CLSI)	Wayne	Etats-Unis d'Amérique
Commission de l'Océan Indien (COI)	Quatre Bornes	Maurice
Conseil international des aéroports (ACI)	Genève	Suisse
Epicentre	Paris	France
European Programme for Intervention Epidemiology Training (EPIET)	Solna	Suède
Fédération internationale des armateurs (ISF)	Londres	Royaume-Uni
Fondation Mérieux	Lyon	France
Health Protection Agency (HPA)	Londres	Royaume-Uni
Hôpital des maladies tropicales (HTD), Département de parasitologie clinique	Londres	Royaume-Uni

Institution	Ville	Pays
Hôpital d'Instruction des Armées (HIA) Laveran	Marseille	France
Hospices Civils de Lyon - Hôpital de la Croix-Rousse	Lyon	France
Institut de Médecine tropicale du Service de Santé des Armées (IMTSSA)	Marseille	France
Institut de recherche en santé publique (IPHR)	Téhéran	Iran (République islamique d')
Institut de recherche pour la médecine tropicale (RITM), laboratoire de parasitologie moléculaire	Muntinlupa	Philippines
Institut de Santé de Maurice	Pamplemousse	Maurice
Institut de santé publique de Serbie "Dr Milan Jovanovic Batut"	Belgrade	Serbie
Institut de Veille Sanitaire (InVS)	Saint-Maurice	France
Institut INSTAND pour la standardisation et la documentation des laboratoires médicaux	Düsseldorf	Allemagne
Institut mémorial de Noguchi pour la recherche médicale (NMIMR)	Accra	Ghana
Institut National de Santé Publique Dr Ricardo Jorge (INSA)	Lisbonne	Portugal
Institut national d'épidémiologie (NIE) - Programme de formation en épidémiologie de terrain (FETP)	Chennai	Inde
Institut national des maladies transmissibles (NICD), Service national de laboratoires de santé (NHLS)	Johannesbourg	Afrique du Sud
Institut Pasteur (IP)	Paris	France
Institut Pasteur de Côte d'Ivoire (IPCI)	Abidjan	Côte d'Ivoire
Institut Pasteur de Dakar (IPD)	Dakar	Sénégal
Institut Pasteur de Madagascar (IPM)	Antananarive	Madagascar
Institut Robert Koch (RKI)	Berlin	Allemagne
Institut Torlak de virologie et d'immunologie	Belgrade	Serbie
International Laboratory Accreditation Cooperation (ILAC)	Sydney	Australie
Istituto Superiore di Sanità (ISS)	Rome	Italie
Laboratoire central de santé publique (CPHL)	Muscat	Oman
Laboratoire P4 Jean Mérieux Institut National de la Santé et de la Recherche Médicale (INSERM)	Lyon	France
Laboratoires de référence de la République islamique d'Iran (Reflabs)	Téhéran	Iran (République islamique d')
NEQAS Royaume Uni - Service national d'évaluation externe de la qualité, microbiologie	Londres	Royaume-Uni
Organisation Mondiale de la Santé Animale (OIE)	Paris	France
Organisation de l'Aviation Civile Internationale (OACI)	Montréal	Canada
Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI)	Vienne	Autriche

Institution	Ville	Pays
Organisation internationale de normalisation (ISO)	Genève	Suisse
Organisation internationale du travail (OIT)	Genève	Suisse
Organisation maritime internationale (OMI)	Londres	Royaume-Uni
Organisation mondiale du tourisme (OMT)	Madrid	Espagne
Organisation panaméricaine de la Santé et de l'Education (PAHEF)	Washington	Etats-Unis d'Amérique
PathWest Médecine de laboratoire	Perth	Australie
Programme canadien d'épidémiologie de terrain, (PCET), Agence de la Santé publique du Canada (ASPC)	Ottawa	Canada
Programme commun de l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (OAA) et de l' Agence internationale de l'Energie atomique (AIEA)	Vienne	Autriche
Projet de l'Union européenne pour le Renforcement des services de laboratoires de santé publique en Serbie	Belgrade	Serbie
Réseau Africain d'Epidémiologie de Terrain (AFENET)	Kampala	Ouganda
Royal College of Pathologists of Australasia (RCPA)	Sydney	Australie
Santé Canada	Winnipeg	Canada
Société internationale de médecine des voyages (ISTM)	Genève	Suisse
Training Programs in Epidemiology and Public Health Interventions Network (TEPHINET)	Atlanta	Etats-Unis d'Amérique
Union internationale des Chemins de fer (UIC)	Paris	France
Union internationale des Services Médicaux des Chemins de fer (UIMC)	Bern	Switzerland
Unité 3 de recherche médicale de la Marine des Etats-Unis (US NAMRU 3)	Le Caire	Egypte
Université de Genève (UNIGE), Faculté de médecine, Institut de Médecine Sociale et Préventive (IMSP)	Genève	Suisse
Université de Georgetown, Institut O'Neil - Droit de la Santé nationale et mondiale	Washington, DC	Etats-Unis d'Amérique
Université de Lausanne, Institut d'économie et management de la santé (IEMS)	Lausanne	Suisse
Université de Prétoria, Ecole des systèmes de la santé et de la santé publique (SHSPH)	Prétoria	Afrique du Sud
Université de Zurich (UZH)	Zurich	Suisse
Université des Sciences Médicales de la Province de Téhéran	Téhéran	Iran (République islamique d')
Victorian Infectious Diseases Reference Laboratory (VIDRL)	Melbourne	Australie



Bureau OMS de Lyon

Coordination du Règlement sanitaire international

58, avenue Debourg

69007 Lyon, FRANCE

Tel: +33 4 72 71 64 70

Fax: +33 4 72 71 64 71

www.who.int/ihr/lyon/fr

WHO - IHR Training Site

<http://extranet.who.int/ihr/training/>